



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2024

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA CÔTE D'IVOIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2024



SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	10
INTRODUCTION.....	12
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
I.1 - Balance des biens.....	14
I.1.1 - Exportations de biens.....	15
I.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens.....	15
I.1.1.2 - Composition des exportations de biens.....	15
I.1.1.3 - Orientation géographique des exportations de biens.....	17
I.1.2 - Importations de biens.....	18
I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens.....	18
I.1.2.2 - Composition des importations de biens.....	18
I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens.....	20
I.2 - Balance des services.....	21
I.2.1 - Exportations de services.....	21
I.2.2 - Importations de services.....	21
I.3 - Compte du revenu primaire.....	22
I.4 - Compte du revenu secondaire.....	22
II - COMPTE DE CAPITAL.....	23
III - COMPTE FINANCIER.....	24
III.1 - Investissements directs étrangers.....	24
III.2 - Investissements de portefeuille.....	27
III.3 - Autres investissements.....	28
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	29
IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	29
IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	29
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	31
CONCLUSION.....	32
ANNEXES.....	34

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Balance des paiements 2024 (optique BCEAO).....	11
Tableau n° 2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2020 à 2024.....	14
Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 2020 à 2024.....	14
Tableau n° 4 : Evolution des exportations de biens de 2020 à 2024.....	15
Tableau n° 5 : Principaux groupes de produits exportés de 2020 à 2024.....	16
Tableau n° 6 : Principaux types de produits importés de 2020 à 2024.....	19
Tableau n° 7 : Evolution de la balance des services de 2020 à 2024.....	21
Tableau n° 8 : Exportations de services de 2020 à 2024.....	21
Tableau n° 9 : Importations de services de 2020 à 2024.....	22
Tableau n° 10 : Evolution du compte du revenu primaire de 2020 à 2024.....	22
Tableau n° 11 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2020 à 2024.....	22
Tableau n° 12 : Evolution du compte de capital de 2020 à 2024.....	23
Tableau n° 13 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2020 à 2024.....	24
Tableau n° 14 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2020 à 2024.....	29
Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2020 à 2024.....	29
Tableau n° 16 : Variation des actifs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2020 à 2024.....	30

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des exportations selon les zones géographiques clientes de 2020 à 2024.....	17
Graphique 2 : Evolution des importations de biens FOB de 2020 à 2024.....	18
Graphique 3 : Répartition géographique des importations de la Côte d'Ivoire de 2020 à 2024.....	20
Graphique 4 : Secteurs bénéficiaires des flux d'investissements directs ivoiriens à l'étranger en 2024.....	25
Graphique 5 : Principales destinations des flux d'investissements directs ivoiriens à l'étranger en 2024.....	25
Graphique 6 : Principaux secteurs d'investissement directs entrants en 2024.....	26
Graphique 7 : Principaux pays sources des flux d'IDE de la Côte d'Ivoire en 2024.....	27

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale
BoE	Banque d'Angleterre
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance Fret
CBN	Banque Centrale du Nigeria
CCC	Conseil du Café-Cacao
DGD	Direction Générale des Douanes
DGF	Direction Générale des Financements
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
DUS	Droit Unique de Sortie
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board
FTSE 100	Financial Times Stock Exchange Index 100
IDE	Investissements Directs Etrangers
MBP6	Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale, édité par le FMI
PBoC	Banque Populaire de Chine
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
RB	Réinvestissements des Bénéfices
RBI	Banque Centrale de l'Inde
SCN 2008	Système de Comptabilité Nationale 2008
TIAO	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TLTRO	Opérations ciblées de refinancement à long terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ils sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel des statistiques nationales. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce Manuel, dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et en 2008. Chaque édition répond aux évolutions économiques et financières, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la 6^e édition (MBP6) entrée en vigueur, dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), au cours de l'année 2012.

Ce nouveau Manuel, qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de plusieurs opérations. Il met aussi l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des Etats.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012, afin, d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période allant de 1996 à 2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont-ils été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté en la prise en compte des données de certaines Institutions sous-régionales, qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis l'avènement de l'euro en 1999.

Au regard des modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme présentées ci-après.

I - Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services et de revenus primaire et secondaire entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le gain des unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou à la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts en capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acheter ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades, etc.).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital fait ressortir la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Elle est théoriquement égale au solde net du compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs**, qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille**, qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers**, qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support", "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements et de réguler indirectement leur ampleur au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II – La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des

non-résidents. Elle fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) distingue, au niveau des statistiques de la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont retracées ci-après.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant les quatre (04) principales étapes décrites ci-après.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un questionnaire administré par messagerie électronique et par le biais d'agents enquêteurs recrutés avec le concours du Ministère chargé des Finances. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques, afin de concevoir des questionnaires adaptés à chaque catégorie et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques recueillies auprès d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application dédiée qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par une application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, la somme algébrique des comptes devrait être nulle¹. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». Il s'agit d'un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations *a posteriori* ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent ainsi des écarts statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de périodes et de différences de méthodes.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des catégories de transactions effectuées avec

¹ La somme algébrique des comptes est nulle dans la présentation standard de la balance des paiements. Cependant dans la présentation dite optique BCEAO, la somme algébrique devrait correspondre à la variation des actifs extérieurs nets corrigée des réévaluations et changement de volumes.

l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

Les valeurs, dans le présent rapport, sont exprimées en francs CFA et sont arrondies à la première décimale, sauf indications contraires. De légers écarts peuvent apparaître dans les totaux en raison de ces arrondis.

RESUME

L'environnement économique mondial a été marqué, en 2024, par un taux de progression de la production mondiale du même niveau qu'en 2023, se situant à 3,3%. Dans les Etats membres de l'UEMOA, la croissance du PIB a été plus vigoureuse, en ressortant à 6,3% en 2024, contre 5,2% en 2023. Quant à l'activité économique de la Côte d'Ivoire, elle a affiché un taux de croissance de 6,0% en 2024, après 6,5% en 2023.

Dans ce contexte, la balance des paiements nationale a enregistré, en 2024, un solde global excédentaire de 1.787,5 milliards (3,4% du PIB), après un déficit de 1.191,9 milliards (-2,5% du PIB) un an plus tôt.

S'agissant du compte des transactions courantes, il a enregistré un déficit de 2.360,1 milliards, représentant 4,5% du PIB, après celui de 3.944,4 milliards (-8,3% du PIB) en 2023, en relation avec l'amélioration de la balance des biens.

Le solde excédentaire de la balance des biens s'est accru de 211,4%, par rapport à 2023. Cette évolution est induite par l'augmentation des exportations de biens de 21,4% conjuguée à la quasi-stagnation des importations (-0,2%). En effet, les exportations de biens sont ressorties à 12.609,1 milliards, après 10.382,4 milliards un an plus tôt. Elles sont impulsées par la progression, en valeur, des ventes du cacao transformé (+44,50%), des fibres de coton (+35,01%), du caoutchouc (23,50%) et des fèves de cacao (+19,85%), en lien avec l'amélioration des cours de ces produits. Les exportations ont aussi bénéficié des expéditions de café (+65,04%) et d'or non monétaire (+33,55%), en relation avec la hausse des quantités exportées ainsi que des prix de ces biens. Elles ont également bénéficié de l'augmentation du montant des ventes de pétrole brut (+85,76%), portée par l'expansion des quantités vendues. Quant aux importations, elles sont restées quasi-stables, en enregistrant un niveau de 9.301,3 milliards en 2024, après 9.320,1 milliards en 2023, du fait, d'une part, de la contraction, en valeur, des biens intermédiaires (-8,2%) et des produits énergétiques (-3,1%) et, d'autre part, de la hausse des produits alimentaires (+8,6%), des biens d'équipement (3,5%) et des autres biens de consommation (+0,5%).

Pour ce qui est des services, le déficit a augmenté de 11,0% en 2024, en raison, principalement, de la hausse des paiements nets des services techniques.

De même, le solde du revenu primaire s'est dégradé de 22,6% en 2024, en passant d'un déficit de 1.851,1 milliards en 2023 à 2.269,9 milliards en 2024, en lien avec l'augmentation du rapatriement de dividendes à l'étranger ainsi que la hausse des paiements d'intérêts sur les dettes publiques et privées par les résidents au profit des non-résidents. Par contre, le déficit du revenu secondaire s'est réduit de 57,3% par rapport à 2023, en raison, notamment, de la diminution des sorties nettes au titre des transferts personnels.

En ce qui concerne le compte de capital, son solde s'est replié de 11,0% en 2024, en liaison avec le recul des dons projets reçus par l'Administration centrale.

Au niveau du compte financier, les transactions se sont caractérisées par une entrée nette des capitaux étrangers plus importante que celle de l'année 2023, en relation avec la hausse des investissements directs étrangers et les mobilisations de ressources financières extérieures de l'Administration centrale au titre des investissements de portefeuille.

Tableau n° 1 : Balance des paiements 2024 (optique BCEAO)

(en milliards de FCFA)

	2023	2024		
Poste	Solde	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	-3 944,4	15 294,8	17 654,9	-2 360,1
Biens et services	-1 940,1	13 367,7	13 392,5	-24,8
Biens	1 062,3	12 609,114	9 301,3	3 307,8
Marchandises générales	-343,8	10 699,6	9 301,3	1 398,3
Dont : Réexportations	3,8	0,1	0,0	0,1
Exportations nettes dans le cadre du négoce	1,1	3,6	0,0	3,6
Or non monétaire	1 405,1	1 905,9	0,0	1 905,9
Services	-3 002,5	758,6	4 091,1	-3 332,5
Transport	-1 393,7	234,8	1 633,3	-1 398,5
Dont : Fret	-1 381,4	61,2	1 469,0	-1 407,8
Voyage	-2,0	286,6	270,3	16,3
Autres services	-1 606,7	237,2	2 187,5	-1 950,3
Revenu primaire	-1 851,1	510,8	2 780,7	-2 269,9
Rémunération des salariés	36,5	83,7	47,0	36,7
Revenus des investissements	-1 910,1	409,6	2 733,6	-2 323,9
Autres revenus primaires	22,5	17,5	0,1	17,3
Revenu secondaire	-153,1	1 416,2	1 481,7	-65,4
Administrations publiques	95,6	393,3	99,0	294,3
Dont : Aides budgétaires	199,7	199,8	99,0	100,7
Autres secteurs	-248,8	1 022,9	1 382,6	-359,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-232,9	990,0	1 194,3	-204,3
Compte de capital	112,6	157,0	56,8	100,2
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-4,7	0,2	2,4	-2,2
Transfert en capital	117,3	156,9	54,4	102,4
Administrations publiques	117,1	45,8	0,0	45,8
Dont : Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,2	111,0	54,4	56,6
Compte financier	-2 637,9	-62,5	3 980,6	-4 043,1
Investissements directs	-1 215,0	138,1	1 892,8	-1 754,7
Investissements de portefeuille	19,3	-28,3	1 027,2	-1 055,5
Dérivés financiers	-3,1	0,1	0,0	0,1
Autres investissements	-1 439,2	-172,4	1 060,6	-1 233,0
Administration publique	-1 541,0	0,0	812,8	-812,8
Autres secteurs	101,8	-172,4	247,8	-420,2
Erreurs et omissions nettes	2,0			4,2
Solde global	-1 191,9	1 947,9	160,4	1 787,5
Avoirs et engagements extérieurs	1 191,9	-1 947,9	-160,4	-1 787,5
Banque centrale	601,9	-1 645,9	-523,0	-1 122,8
Autres institutions de dépôts	590,0	-302,1	362,6	-664,7

Source : BCEAO

INTRODUCTION

L'environnement économique international, au cours de l'année 2024, a été caractérisé par un taux de croissance économique identique à celui de l'année 2023. En effet, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le produit intérieur brut de l'économie mondiale a enregistré, à l'instar de 2023, un taux de progression de 3,3%. Au niveau des économies avancées, l'activité s'est accélérée, le taux de croissance économique étant ressorti à 1,8% en 2024, après 1,7% en 2023. Par contre, dans les pays émergents et en développement, la progression de l'activité économique a été moindre, avec une hausse de 4,3% en 2024, contre 4,4% en 2023.

Dans ce contexte, le taux d'inflation mondial a baissé au cours de l'année 2024. Il est demeuré, toutefois, supérieur aux objectifs fixés par la quasi-totalité des Banques Centrales. Le taux d'inflation est ressorti en moyenne à 5,8% en 2024, après 6,7% en 2023. Cette contraction est liée à la stabilisation des prix de certains produits alimentaires de base, à la baisse des prix de l'énergie ainsi qu'à l'impact des mesures de resserrement des politiques monétaires entamées depuis 2022. Ainsi, dans les pays industrialisés, le taux d'inflation a reculé, en 2024, de 2 points de pourcentage, pour s'établir à 2,6%, contre 4,6% en 2023. Dans les pays émergents et en développement, il a enregistré une baisse de 0,2 point de pourcentage entre 2023 et 2024, pour se situer à 7,9%. Par contre, le taux d'inflation est demeuré élevé en Afrique subsaharienne, ressortant à 20,3% en 2024, après 19,4% en 2023. Les pressions inflationnistes dans cette partie du monde ont été exacerbées par les effets d'épisodes antérieurs de dépréciation monétaire, qui ont continué d'alimenter l'inflation dans plusieurs pays, ainsi que par les mauvais résultats de la production agricole liés aux conditions météorologiques défavorables.

S'agissant des cours mondiaux des matières premières exportées par la Côte d'Ivoire, les évolutions ont été contrastées. Plusieurs produits ont enregistré des hausses de leurs cours en 2024, du fait, principalement, de la baisse de l'offre consécutive aux conditions météorologiques défavorables et aux tensions géopolitiques. Ainsi, les cours du cacao (+127,0%), du café (+75,5%), de la noix de cajou (+32,8%), du caoutchouc (+29,4%), de l'or non monétaire (+22,9%) et des huiles végétales (+19,7%) ont augmenté. En revanche, les cours du gaz (-13,8%), du coton (-6,9%) et du pétrole (-2,7%) se sont repliés. Quant aux denrées alimentaires importées, la quasi-totalité d'entre elles ont connu une baisse de leurs cours, principalement l'huile de soja (-22,4%), le blé (-11,6%) et le riz (-2,1%).

Dans l'UEMOA, l'activité économique est demeurée dynamique, nonobstant les défis liés au climat sociopolitique et sécuritaire dans certains Etats membres. Le produit intérieur brut s'est accru de 6,3% en 2024, après une réalisation de 5,2% en 2023. Le déficit budgétaire de l'ensemble des pays de l'Union (base engagements, dons compris) a baissé de 811,0 milliards entre 2023 et 2024, pour s'établir à 6.853,6 milliards, soit 5,1% du PIB, en lien avec l'augmentation plus rapide des recettes budgétaires et dons, comparativement aux dépenses publiques. En outre, l'inflation, au sein de l'Union, a fléchi pour s'établir à 3,5% en 2024, contre un taux moyen annuel de 3,7% en 2023. Cette décélération du rythme de progression des prix résulte, d'une part, de la baisse des cours internationaux des principaux produits importés par les pays de l'Union et, d'autre part, de l'absence de tension sur le prix des produits pétroliers.

Au plan national, l'activité économique est restée résiliente, en dépit de la persistance des tensions géopolitiques et sécuritaires au niveau mondial et sous-régional. Le taux de croissance du PIB est ressorti à 6,0% en 2024, après 6,5% l'année précédente, en lien avec la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. En effet, le secteur primaire a affiché, en 2024, une hausse de 2,6%, portée par l'agriculture d'exportation (+1,4%) et vivrière (+6,0%). La performance des produits pétroliers (+14,7%) et de l'extraction minière (+13,9%) a été à l'origine de la bonne orientation du secteur secondaire (+5,8%), malgré la contraction des BTP (-1,1%). Le secteur tertiaire a augmenté de 6,7% en 2024, par rapport à 2023. Sa hausse résulte de la consolidation des autres services (+7,6%) et des télécommunications (+6,8%). S'agissant de l'inflation, elle a ralenti, passant de 4,4% en 2023 à 3,5% en 2024, en raison des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la cherté de la vie, de la dynamique baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés ainsi que de la politique monétaire mise en œuvre

par la BCEAO.

Pour ce qui est de l'exécution budgétaire en Côte d'Ivoire, elle s'est soldée par un déficit de 4,0% du PIB en 2024, après 5,2% en 2023, en liaison avec un effort de consolidation budgétaire principalement axé sur la hausse des recettes fiscales (13,8% du PIB, contre 13,6% du PIB en 2023).

Concernant la situation monétaire, la masse monétaire affiche un niveau de 19.819,8 milliards en décembre 2024, en croissance de 13,6% par rapport à décembre 2023. Cette expansion s'explique par la progression de ses contreparties, à savoir les actifs extérieurs nets (+67,3%) et les créances intérieures (+12,3%).

S'agissant du secteur extérieur, la balance des paiements a enregistré une dégradation du solde du compte des transactions courantes ainsi que du solde global en 2022 et 2023. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 3.944,4 milliards (-8,3% du PIB) en 2023, après celui de 3.364,5 milliards (-7,7% du PIB) en 2022. De même, le solde global a connu un déficit de 1.191,8 milliards (-0,7%) en 2023, après celui de 304,9 milliards (-2,5%) en 2022.

Le présent rapport analyse les évolutions de la balance des paiements et de la position extérieure globale au titre de l'exercice 2024. Il se compose de cinq (05) chapitres, à savoir (i) le compte des transactions courantes, (ii) le compte de capital, (iii) le compte financier, (iv) les capitaux monétaires et (v) la position extérieure globale.

I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 2.360,1 milliards (-4,5% du PIB) en 2024, après 3.944,4 milliards (-8,3% du PIB) en 2023 et 3.364,5 milliards (-7,7% du PIB) en 2022. Cette amélioration du solde des transactions courantes est due à la bonne performance des biens et au repli du déficit du revenu secondaire.

Tableau n° 2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et services	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1	-24,8
Biens	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 307,8
Services	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-3 002,5	-3 332,5
Revenu primaire	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-2 269,9
Revenu secondaire	-402,6	-375,1	-222,8	-153,1	-65,4
Solde du compte courant	-1 136,4	-1 593,8	-3 364,5	-3 944,4	-2 360,1
Solde du compte courant (hors dons)	-1 228,3	-1 686,1	-3 558,3	-4 144,1	-2 559,8
PIB Nominal	36 252,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4
Solde courant (en % du PIB)	-3,1	-3,9	-7,7	-8,3	-4,5

Source : BCEAO

I.1 - Balance des biens

La balance des biens est ressortie excédentaire de 3.307,8 milliards en 2024, après 1.062,3 milliards en 2023, soit une augmentation de 211,4%. Cette amélioration provient de la hausse des exportations (+21,4%) conjuguée à la quasi-stagnation des importations (-0,2%).

Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens, base balance des paiements	7 194,8	8 495,6	10 165,8	10 382,4	12 609,1
dont cacao	2 971,5	3 314,1	3 087,2	3 372,3	4 354,8
part (en %)	41,3	39,0	30,4	32,5	34,5
dont produits pétroliers	671,6	891,4	1 840,0	1 584,1	2 030,5
part (en %)	9,3	10,5	18,1	15,3	16,1
Importations de biens, base balance des paiements	5 478,3	6 802,4	9 495,5	9 320,1	9 301,3
Balance commerciale de biens	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 307,8
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens (en %)	131,3	124,9	107,1	111,4	135,6
Degré d'ouverture commerciale (en %)	17,5	18,9	22,2	20,4	20,8

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

I.1.1 - Exportations de biens

I.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens

En 2024, les exportations de biens (base balance des paiements) sont ressorties à 12.609,1 milliards, après 10.382,4 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 21,4%. Cette évolution résulte, principalement, de la progression, en valeur, des ventes du cacao transformé (+44,5%), du coton (+35,0%), du caoutchouc (23,5%) et des fèves de cacao (+19,9%), en lien avec l'amélioration des cours de ces produits. Les exportations ont aussi bénéficié de la progression du café (+65,0%) et de l'or non monétaire (+33,5%), en relation avec la hausse des quantités exportées ainsi que des prix de ces biens. Elles ont également bénéficié de l'augmentation du montant des ventes de pétrole brut (+85,8%), impulsée par la hausse des quantités vendues.

Tableau n° 4 : Evolution des exportations de biens de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	6 352,5	7 541,0	8 967,6	8 976,3	10 699,6
Dont réexportations	17,0	19,6	1,7	3,8	0,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,1	4,9	7,4	1,1	3,4
Or non monétaire	842,2	949,7	1 190,8	1 405,1	1 905,9
Total exportations de biens (Base balance des paiements)	7 194,8	8 495,6	10 165,8	10 382,4	12 609,1

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

I.1.1.2 - Composition des exportations de biens

La structure des exportations de la Côte d'Ivoire indique une prépondérance des produits primaires par rapport aux produits transformés. En 2024, la contribution des produits primaires aux exportations s'est élevée à 61,5%, après 60,4% en 2023. Ces produits primaires sont majoritairement constitués de ceux issus de l'agriculture industrielle et d'exportation qui en représentent 63,5% en 2024, après un taux de 68,0% en 2023, soit un retrait de 4,5 points de pourcentage. Les produits miniers apparaissent également comme une source importante des recettes d'exportation pour la Côte d'Ivoire, avec une part de 35,9% dans les produits primaires en 2024, contre 31,1% en 2023.

S'agissant des produits transformés, leur part dans les exportations s'est établie à 38,5% en 2024, contre 39,6% en 2023. Ils sont dominés par les produits de la première transformation et les produits manufacturés. En effet, les exportations de produits de première transformation constituent 56,8% de celles des produits transformés en 2024, après 50,6% en 2023. En ce qui concerne les produits manufacturés, leur part dans les exportations de produits transformés s'est établie à 39,4%, contre 45,0% en 2023.

Tableau n° 5 : Principaux groupes de produits exportés de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2020	2021	2022	2023	2024
Produits primaires	4 792,5	5 598,8	5 999,2	6 163,3	7 591,0
part dans les exportations douanières (en %)	67,1	67,0	60,2	60,4	61,5
Agriculture, Elevage, Pêche	40,6	42,1	52,0	53,7	48,5
part dans les exportations douanières (en %)	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4
part dans les produits primaires (en %)	0,8	0,8	0,9	0,9	0,6
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 558,7	4 209,2	4 131,8	4 193,1	4 819,2
part dans les exportations douanières (en %)	49,8	50,4	41,4	41,1	39,0
part dans les produits primaires (en %)	74,3	75,2	68,9	68,0	63,5
Produits miniers	1 193,2	1 347,5	1 815,3	1 916,5	2 723,3
part dans les exportations douanières (en %)	16,7	16,1	18,2	18,8	22,1
part dans les produits primaires (en %)	24,9	24,1	30,3	31,1	35,9
Produits transformés	2 348,1	2 752,9	3 974,5	4 039,2	4 758,6
part dans les exportations douanières (en %)	32,9	33,0	39,8	39,6	38,5
Produits de la première transformation	1 367,2	1 563,7	1 885,1	2 045,5	2 704,2
part dans les exportations douanières (en %)	19,1	18,7	18,9	20,0	21,9
part dans les produits transformés (en %)	58,2	56,8	47,4	50,6	56,8
Conserves et Préparations Alimentaires	166,5	157,5	239,2	177,9	180,0
part dans les exportations douanières (en %)	2,3	1,9	2,4	1,7	1,5
part dans les produits transformés (en %)	7,1	5,7	6,0	4,4	3,8
Produits manufacturés	814,4	1 031,7	1 850,2	1 815,9	1 874,5
part dans les exportations douanières (en %)	11,4	12,4	18,6	17,8	15,2
part dans les produits transformés (en %)	34,7	37,5	46,6	45,0	39,4
Total exportations commerce général Douanes	7 140,7	8 351,7	9 973,6	10 202,6	12 349,6

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

La répartition des exportations révèle la prépondérance de sept (07) produits en 2024, dont la valeur des ventes constitue 83,0% du montant global, après 80,5% en 2023. Il s'agit des fèves de cacao (19,6%), de l'or non monétaire (15,4%), du cacao transformé (15,7%), des produits raffinés du pétrole (10,5%), du caoutchouc (12,0%), du pétrole brut (5,9%) et de la noix de cajou (3,9%). Leurs différentes évolutions, en 2024, sont retracées ci-après :

- les exportations de fèves de cacao se sont établies à 2.421,0 milliards en 2024, contre 2.018,7 milliards en 2023, soit une augmentation de 402,2 milliards (+19,9%), en relation avec la hausse des prix, les quantités vendues ayant baissé de 20,9% ;
- s'agissant des exportations de cacao transformé, elles sont ressorties à 1.933,9 milliards en 2024, après 1.353,5 milliards en 2023, soit une progression de 580,3 milliards (+42,9%), en lien avec l'augmentation des prix de cette spéculation, malgré un repli des quantités de 5,4% ;
- concernant l'or non monétaire, les ventes extérieures sont estimées à 1.905,9 milliards, consécutives à celles de 1.427,2 milliards en 2023, soit un accroissement de 478,8 milliards (+33,5%), en relation avec la hausse de la production nationale de 15,5% et des cours internationaux. L'extraction aurifère a bénéficié de l'entrée en production de la mine d'or de Lafigué en 2024 ;
- quant au caoutchouc, ses ventes à l'étranger ressortent à 1.484,2 milliards en 2024, après 1.196,5 milliards en 2023, soit une plus-value de 287,7 milliards (+24,0%), malgré la baisse des quantités vendues. Ce produit a bénéficié de l'accroissement des prix de 33,2% ;
- concernant la noix de cajou, les exportations sont passées de 628,4 milliards en 2023 à 479,0 milliards en 2024, soit une diminution de 149,4 milliards (-23,8%), en relation avec la baisse des volumes exportés de 24,8% engendrée par les aléas climatiques ;
- pour ce qui est des produits raffinés du pétrole, leurs exportations se sont établies à 1.301,4 milliards en 2024, après 1.191,6 milliards en 2023, soit une expansion de 109,8

milliards (9,2%), en lien avec la hausse des quantités exportées de 9,9%, par rapport à 2023 ;

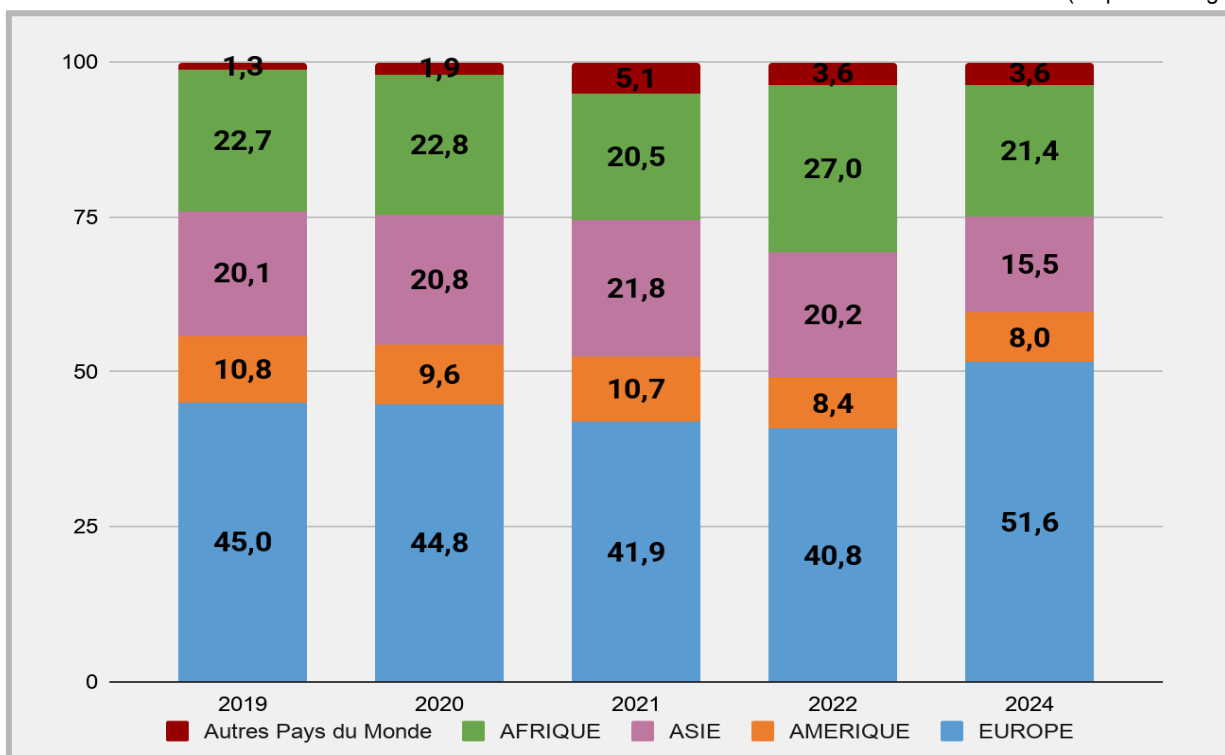
- au niveau du pétrole brut, les exportations se sont situées à 729,2 milliards en 2024, contre 392,5 milliards en 2023, soit un bond de 336,6 milliards (+85,8%). Cette évolution est liée à l'amélioration de la production avec, notamment, l'exploitation du champ "Baleine" depuis août 2023. En effet, les quantités de pétrole brut produites sont ressorties à 44.139,0 barils/jour en 2024, après 29.458,1 barils/jour en 2023.

1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations de biens

Les ventes, à l'étranger, des biens de la Côte d'Ivoire, en 2024, ont pour principale destination l'Europe, dont la part a constitué 51,6% des exportations du pays, après 45,5% en 2023. Les produits à destination de cette zone sont principalement les fèves de cacao-fève, le cacao transformé et l'or non-monétaire. L'Afrique, avec 21,4% des ventes extérieures des biens du pays en 2024, contre 24,5% un an plus tôt, est la deuxième destination des produits ivoiriens essentiellement composés des produits pétroliers, de l'or non monétaire et des huiles essentielles. Elle est suivie par l'Asie (15,5% des parts) qui achète surtout les fèves de cacao, du caoutchouc naturel et de la noix de cajou. L'Amérique, avec 8,0%, reçoit généralement les fèves de cacao, le cacao transformé ainsi que le caoutchouc naturel.

Graphique 1 : Répartition des exportations selon les zones géographiques clientes de 2020 à 2024

(en pourcentage)



Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

En Europe, la Suisse est, en 2024, le premier client de l'économie ivoirienne avec 26,2% des exportations vers ce continent, après 25,4%, en 2023. Elle est suivie des Pays-Bas (23,9% en 2024, contre 23,5% en 2023) et de la France (7,4% en 2024, après 9,6% en 2023).

En Afrique, le Mali est le premier pays consommateur des produits ivoiriens en 2024, à l'instar de 2023. Il reçoit 36,1% des exportations destinées au continent africain, après 36,3% en 2023. Il est suivi du Burkina et de l'Afrique du Sud qui représentent respectivement 17,2% et 10,8% des ventes de la Côte d'Ivoire en Afrique.

En Asie, les acheteurs les plus importants de produits ivoiriens, en 2024, sont le Vietnam (24,0%

des ventes vers l'Asie), la Chine (23,1% des ventes vers l'Asie) et l'Inde (13,8% des ventes vers l'Asie).

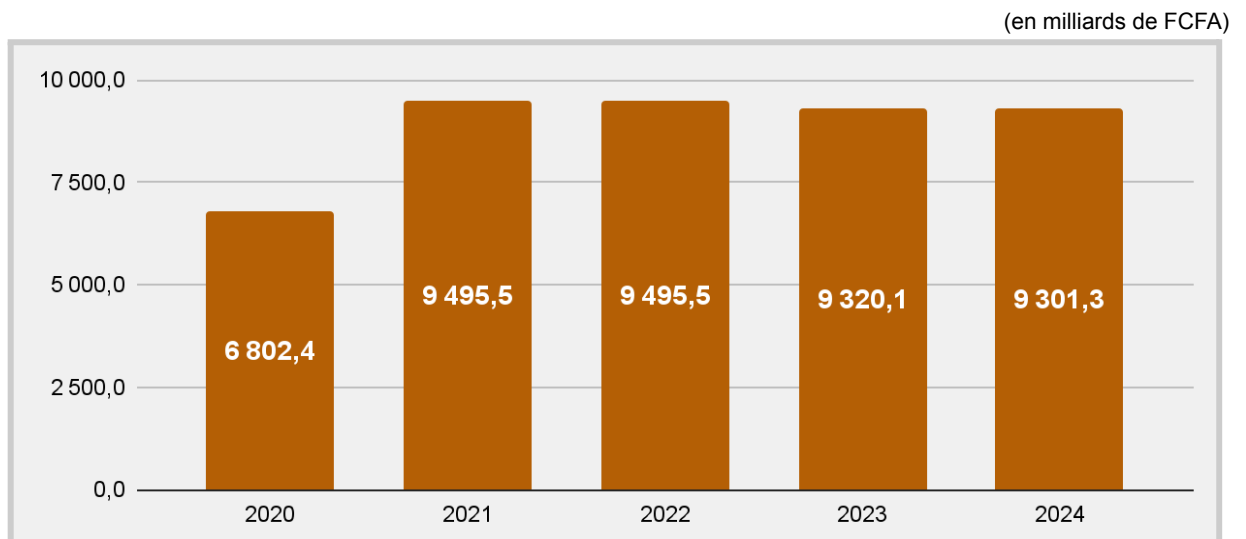
Les principales destinations des produits ivoiriens en Amérique sont les Etats-Unis (56,5% en 2024, après 62,3% des ventes dans la zone en 2023) et le Canada (16,8% en 2024, après 18,5% des ventes en 2023 dans ce continent).

I.1.2 - Importations de biens

I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 9.301,3 milliards en 2024, après 9.320,1 milliards en 2023, les importations de biens FOB (base balance des paiements) se maintiennent quasiment au même niveau que l'année précédente (tableau n° 6). Cette évolution, résulte, d'une part, de la baisse des biens intermédiaires (-8,2%) et des produits énergétiques (-3,1%) et, d'autre part, de la hausse des produits alimentaires (+8,6%), des biens d'équipement (+3,5%) ainsi que des autres biens de consommation (+0,5%).

Graphique 2 : Evolution des importations de biens FOB de 2020 à 2024



Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

I.1.2.2 - Composition des importations de biens

La structure des importations CAF de la Côte d'Ivoire, en 2024, (cf. tableau n° 7) était constituée de produits énergétiques (27,1%, contre 27,9% en 2023), d'autres biens de consommation (19,9%, contre 19,8% un an plus tôt), de produits alimentaires (19,1%, contre 17,6% l'année d'avant), de biens d'équipement (17,8%, contre 17,2% en 2023) et de biens intermédiaires (16,1%, après 17,5% l'année précédente). Leurs différentes évolutions sont retracées ci-après :

- la baisse de 3,1% des importations de produits énergétiques est due au repli des cours internationaux du baril. La hausse des quantités importées a atténué l'ampleur de cette variation ;
- la valeur des achats des autres biens de consommation est restée quasi-stable (+0,5%), du fait des effets combinés de la baisse des prix et de la hausse des quantités importées. Cette évolution résulte des impacts conjugués des hausses observées au niveau du tabac (+31,3%), des produits pharmaceutiques (+9,7) et des replis d'achats de produits plastiques (-7,2%) et d'appareils électroménagers (-8,9%) ;
- concernant les produits alimentaires, ils connaissent un accroissement de 8,6%, en valeur, par rapport à 2023, en liaison avec la hausse, en valeur, des importations de riz (+39,2%), consécutive à l'augmentation du cours mondial et des quantités achetées. Toutefois, les

valeurs des importations de poissons et de blé se sont contractées de 0,3% et 16,7% respectivement, en lien avec la baisse des volumes importés et des prix ;

- quant aux biens intermédiaires, le montant de leurs achats a reculé de 8,2%, en lien avec les produits « fer, fonte et acier » (-10,3%), les papiers et cartons (-8,2%), les produits chimiques (-6,5%), le clinker (-12,4%) et les produits « céramique, verre et pierre » (-13,6%) consécutivement à la baisse de leurs prix respectifs. Par contre, les achats des autres matériels de construction (+5,4%) et des produits métalliques (+33,8%) sont ressortis à la hausse, du fait de leur renchérissement ;
- relativement aux biens d'équipement, le montant des acquisitions a progressé de 3,5%, en liaison avec la hausse des importations de machines mécaniques (10,3%), tandis que les matériels de transport routier se contractent (-0,7%).

Tableau n° 6 : Principaux types de produits importés de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	1 251,1	1 696,2	1 932,4	1 840,2	1 999,1
part dans les importations (en %)	20,7	22,2	18,0	17,6	19,1
Poissons	359,4	440,1	503,6	542,6	540,8
part dans les importations (en %)	6,0	5,8	4,7	5,2	5,2
part dans les produits alimentaires (en %)	28,7	25,9	26,1	29,5	27,1
Riz semi-blanchi	316,3	405,1	504,1	437,3	608,9
part dans les importations (en %)	5,2	5,3	4,7	4,2	5,8
part dans les produits alimentaires (en %)	25,3	23,9	26,1	23,8	30,5
Blé tendre	115,5	138,2	209,4	162,1	134,9
part dans les importations (en %)	1,9	1,8	2,0	1,5	1,3
part dans les produits alimentaires (en %)	9,2	8,1	10,8	8,8	6,7
Autres biens de consommation	1 413,6	1 854,0	2 083,0	2 066,3	2 076,3
part dans les importations (en %)	23,4	24,3	19,4	19,8	19,9
Produits pharmaceutiques	228,0	273,3	303,3	290,1	318,4
part dans les importations (en %)	3,8	3,6	2,8	2,8	3,0
part dans les autres biens de consommation (en %)	16,1	14,7	14,6	14,0	15,3
Plastiques	295,4	366,2	484,4	426,3	395,5
part dans les importations (en %)	4,9	4,8	4,5	4,1	3,8
part dans les autres biens de consommation (en %)	20,9	19,7	23,3	20,6	19,0
Produits énergétiques	1 184,8	1 335,5	3 020,2	2 918,5	2 827,6
part dans les importations (en %)	19,6	17,5	28,2	27,9	27,1
Pétrole brut	825,7	766,8	1 500,5	1 749,8	1 471,8
part dans les importations (en %)	13,7	10,1	14,0	16,7	14,1
part dans les produits énergétiques (en %)	69,7	57,4	49,7	60,0	52,1
Produits pétroliers	359,1	568,6	1 519,7	1 168,7	1 355,8
part dans les importations (en %)	5,9	7,5	14,2	11,2	13,0
part dans les produits énergétiques (en %)	30,3	42,6	50,3	40,0	47,9
Biens intermédiaires	1 075,0	1 436,4	1 865,4	1 835,5	1 684,1
part dans les importations (en %)	17,8	18,8	17,4	17,5	16,1
Produits chimiques	133,5	145,2	243,6	213,6	199,7
part dans les importations (en %)	2,2	1,9	2,3	2,0	1,9
part dans les biens intermédiaires (en %)	12,4	10,1	13,1	11,6	11,9
Fer, fonte et acier	316,5	445,3	630,0	577,9	518,2
part dans les importations (en %)	5,2	5,8	5,9	5,5	5,0
part dans les biens intermédiaires (en %)	29,4	31,0	33,8	31,5	30,8
Biens d'équipement	1 115,8	1 405,6	1 814,8	1 798,2	1 860,8
part dans les importations (en %)	18,5	18,4	16,9	17,2	17,8
Machines mécaniques	511,7	637,4	833,5	804,4	887,5
part dans les importations (en %)	8,5	8,4	7,8	7,7	8,5
part dans les biens d'équipement (en %)	45,9	45,3	45,9	44,7	47,7
Matériel de transport routier	241,0	386,5	442,6	413,1	410,1
part dans les importations (en %)	4,0	5,1	4,1	4,0	3,9
part dans les biens d'équipement (en %)	21,6	27,5	24,4	23,0	22,0
Total importations CAF, commerce général douanes	6 040,3	7 628,0	10 715,7	10 458,7	10 447,8

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens

L'Asie est la première source d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en 2024, avec 32,9% du total de ses achats, après 32,1% en 2023. Les produits asiatiques ont été principalement acquis auprès de la Chine (48,4%) et de l'Inde (14,5%).

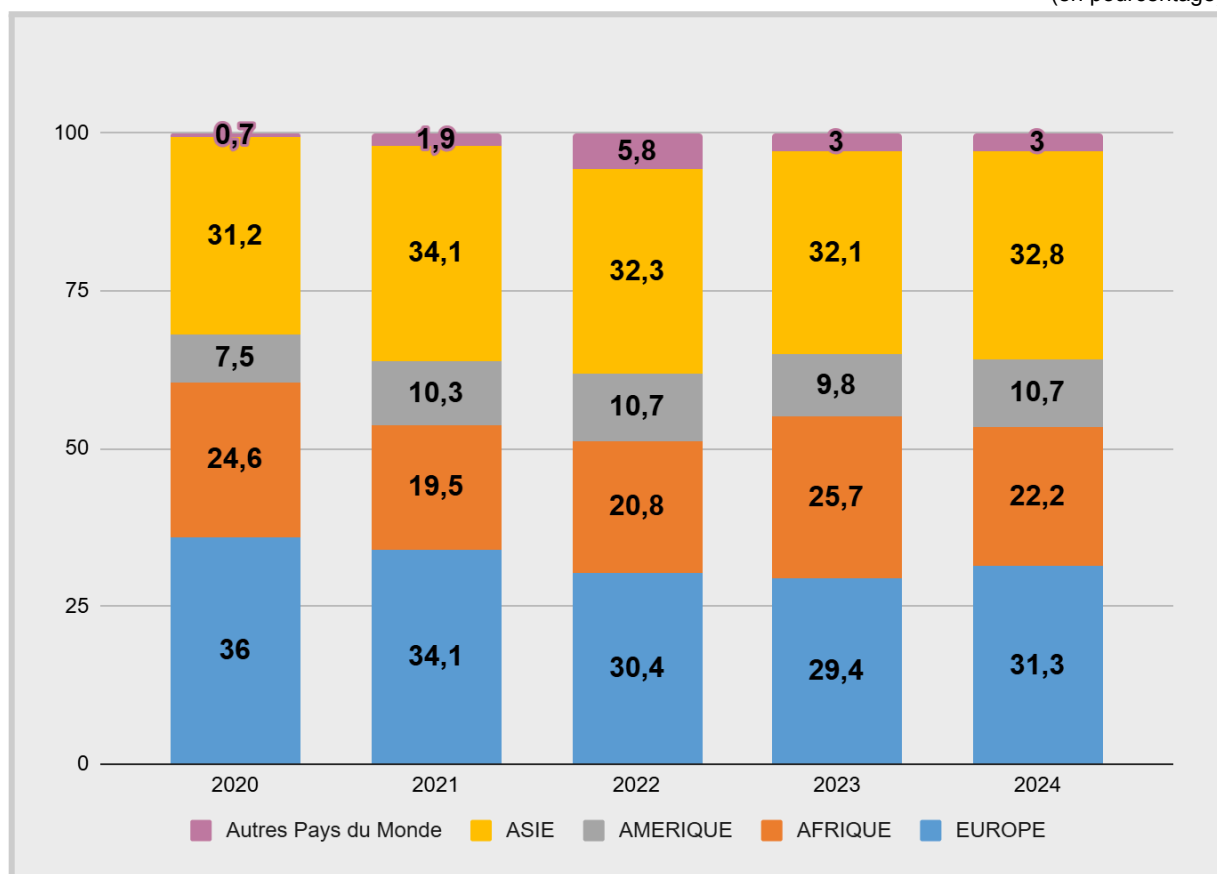
L'Europe tient la deuxième position en termes d'origine des produits étrangers achetés par les résidents ivoiriens, avec 31,4% des achats du pays en 2024, consécutif à 29,4% en 2023. Le premier fournisseur européen de la Côte d'Ivoire demeure la France, avec 20,5% des achats provenant de cette zone en 2024, contre 21,2% en 2023.

Concernant le continent africain, il demeure le troisième fournisseur de la Côte d'Ivoire, avec un apport de 21,9%, après 25,7% en 2023, soit une contraction de 3,8 points de pourcentage. Le Nigeria représente 61,1% des commandes adressées par les résidents ivoiriens au continent africain, contre 59,5% en 2023. En particulier, l'UEMOA fournit 1,4% des importations totales de la Côte d'Ivoire et 6,3% de celles en provenance du continent africain. Le Sénégal et le Togo en sont les premiers pourvoyeurs, avec respectivement 60,0% et 21,7% des achats effectués par la Côte d'Ivoire au sein de l'Union.

L'Amérique, quant à elle, fournit 10,7% des importations de la Côte d'Ivoire en 2024, après 9,8% en 2023. Ces biens, en 2024, proviennent pour 46,2% des États-Unis.

Graphique 3 : Répartition géographique des importations de la Côte d'Ivoire de 2020 à 2024

(en pourcentage)



Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

I.2 - Balance des services

Les échanges de services se sont soldés par un déficit de 3.332,5 milliards en 2024, en hausse de 330,1 milliards (+11,0%) par rapport à 2023. Cette évolution est due, principalement, à l'augmentation des autres services payés au profit de l'extérieur.

Tableau n° 7 : Evolution de la balance des services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	-811,9	-1 102,4	-1 442,3	-1 393,7	-1 398,5
Dont fret	-855,8	-1 151,5	-1 488,4	-1 381,4	-1 407,8
Voyage	-25,8	-6,2	-3,3	-2,0	16,3
Autres services	-549,8	-562,5	-932,2	-1 606,7	-1 950,3
Total services nets	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-3 002,5	-3 332,5

Source : BCEAO

I.2.1 - Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents, en 2024, se sont accrues de 25,6% par rapport à l'année 2023, en relation avec l'augmentation des services de voyage et des autres services.

En effet, les recettes de voyage ont progressé de 17,7%, en raison de l'accroissement du nombre de touristes internationaux en Côte d'Ivoire, en lien notamment avec la poursuite de la reprise du tourisme au niveau mondial et de l'organisation d'événements sportifs.

En outre, les gains issus de l'exportation des autres services se sont améliorés de 44,2%, à travers, notamment, les services de télécommunication, les services spécialisés et services de conseil en gestion ainsi que les services techniques, liés au commerce et autres services aux entreprises.

Les services de transport ont enregistré une croissance de 19,6%, par rapport à 2023, en lien avec le dynamisme des activités portuaires et aéroportuaires.

Tableau n° 8 : Exportations de services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	172,5	207,0	220,3	196,3	234,8
dont fret	60,9	64,7	68,9	48,6	61,2
Voyage	95,6	140,7	209,0	243,5	286,6
Autres services	153,1	157,1	140,2	164,5	237,2
Total services exportés	421,2	504,7	569,5	604,2	758,6

Source : BCEAO

I.2.2 - Importations de services

La consommation des services fournis par les non-résidents a connu une progression de 13,4% par rapport à l'année 2023, imputable à l'accroissement des voyages et des autres services, notamment les services techniques.

Concernant les services de voyage, ils ont augmenté de 10,1%, en lien avec la poursuite du redressement du tourisme à l'échelle mondiale depuis la fin de la pandémie de la covid-19.

En outre, les dépenses liées aux services de transport fournis par les non-résidents ont augmenté de 2,7%, en lien avec la hausse du coût du fret due à la perturbation des circuits logistiques au Moyen-Orient.

Les autres services augmentent de 23,5%, par rapport à 2023, en lien, notamment, avec l'accroissement des importations de services techniques de +20,3%. Ces services techniques sont sollicités principalement dans l'extraction du pétrole et des mines, ainsi que dans la construction d'infrastructures routières et ferroviaires.

Tableau n° 9 : Importations de services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	-984,3	-1 309,4	-1 662,6	-1 590,0	-1 633,3
dont fret	-916,7	-1 216,2	-1 557,3	-1 429,9	-1 469,0
Voyage	-121,4	-146,9	-212,3	-245,5	-270,3
Autres services	-702,9	-719,6	-1 072,5	-1 771,1	-2 187,5
Total services importés	-1 808,7	-2 175,9	-2 947,4	-3 606,6	-4 091,1

Source : BCEAO

I.3 - Compte du revenu primaire

Le déficit du revenu primaire a atteint 2.269,9 milliards en 2024, après 1.851,1 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 22,6%. Cette aggravation est induite par la progression des sorties nettes de fonds au titre des dividendes (+22,9%). Elle résulte également de l'accroissement des paiements nets, aux non-résidents, des intérêts sur la dette (+28,0%), dont celui de l'Administration publique, en lien avec l'augmentation des engagements des résidents vis-à-vis de l'extérieur. S'agissant des rémunérations nettes des salariés versées aux non résidents, elles sont restées quasiment stables par rapport à l'année précédente.

Tableau n° 10 : Evolution du compte du revenu primaire de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Rémunérations des salariés	34,8	34,8	36,7	36,5	36,7
Revenus des investissements	-1 105,1	-1 293,4	-1 493,7	-1 910,1	-2 323,9
Dont : intérêts sur la dette publique	-390,3	-527,2	-637,9	-851,8	-911,7
: dividendes	-316,6	-366,2	-445,6	-607,2	-746,2
Autres revenus primaires	7,5	17,9	23,0	22,5	17,3
Revenu primaire net	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-2 269,9

Source : BCEAO

I.4 - Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire a enregistré un déficit de 65,4 milliards, après celui de 153,1 milliards en 2023, soit une amélioration de 57,3%. Il bénéficie du repli du solde négatif des envois de fonds des travailleurs migrants. Cette variation résulte de l'augmentation des émissions de transferts de fonds à destination de l'étranger moins importante que celle des réceptions.

En outre, l'excédent des transferts courants au profit de l'Administration centrale s'est accru, en passant de 221,0 milliards en 2023 à 294,3 milliards en 2024, en lien avec la baisse des transferts courants de l'Etat de Côte d'Ivoire au profit des organisations internationales.

Tableau n° 11 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Administration publique	22,6	10,5	99,8	221,0	294,3
Dont aides budgétaires reçues	91,9	92,3	193,8	199,7	199,8
Autres secteurs	-425,2	-385,7	-322,6	-374,1	-359,7
Dont envois de fonds des travailleurs	-384,0	-351,7	-277,6	-232,9	-204,3
Revenu secondaire net	-402,6	-375,1	-222,8	-153,1	-65,4

Source : BCEAO

II - COMPTE DE CAPITAL

Le solde positif du compte de capital² a connu un repli en 2024, pour se situer à 100,2 milliards, contre 112,6 milliards en 2023, en lien avec la régression des transferts reçus par l'Administration centrale au titre des dons projets.

Tableau n° 12 : Evolution du compte de capital de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1,0	-0,9	-0,7	-4,7	-2,2
Transferts de capital	101,4	92,5	39,9	117,3	102,4
Administration publique	101,4	92,3	39,9	117,1	45,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital	101,4	92,3	39,9	117,1	45,8
Autres secteurs	0,0	0,2	0,0	0,2	56,6
Solde du compte de capital	100,4	91,6	39,2	112,6	100,2

Source : BCEAO

² Le compte de capital décrit les opérations relatives aux actifs non financiers non produits ainsi qu'aux transferts en capital entre résidents et non-résidents.

III - COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique de la BCEAO, le compte financier n'intègre pas les flux du système bancaire au niveau des investissements de portefeuille, des dérivés financiers, des autres investissements et des avoirs de réserves³.

En 2024, ce compte enregistre une hausse des entrées nettes de capitaux étrangers. Cette évolution résulte de l'augmentation des investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne et des mobilisations de ressources financières extérieures de l'Administration centrale au titre des investissements de portefeuille.

Tableau n° 13 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Investissements directs	-409,6	-614,0	-893,0	-1 215,0	-1 754,7
Investissements de portefeuille	-531,7	-751,5	-187,8	19,3	-1 055,5
Dérivés financiers	0,0	0,8	0,0	-3,1	0,1
Autres investissements	-700,5	-1 230,7	-1 943,3	-1 439,2	-1 233,0
Solde du compte financier	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 637,9	-4 043,1

Source : BCEAO

III.1 - Investissements directs étrangers

Les flux entrants nets d'investissements directs étrangers (IDE) sont en progression 44,4% en 2024, par rapport à 2023. Ils se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 1.754,7 milliards (+3,3% du PIB) en 2024, après 1.215,0 milliards (2,5% du PIB) en 2023 et 893,0 milliards (+2,0% du PIB) en 2022. Le solde des flux d'IDE, en 2024, résulte des investissements directs à l'étranger de 138,1 milliards et des investissements reçus de 1.892,8 milliards.

Acquisitions nettes d'actifs financiers

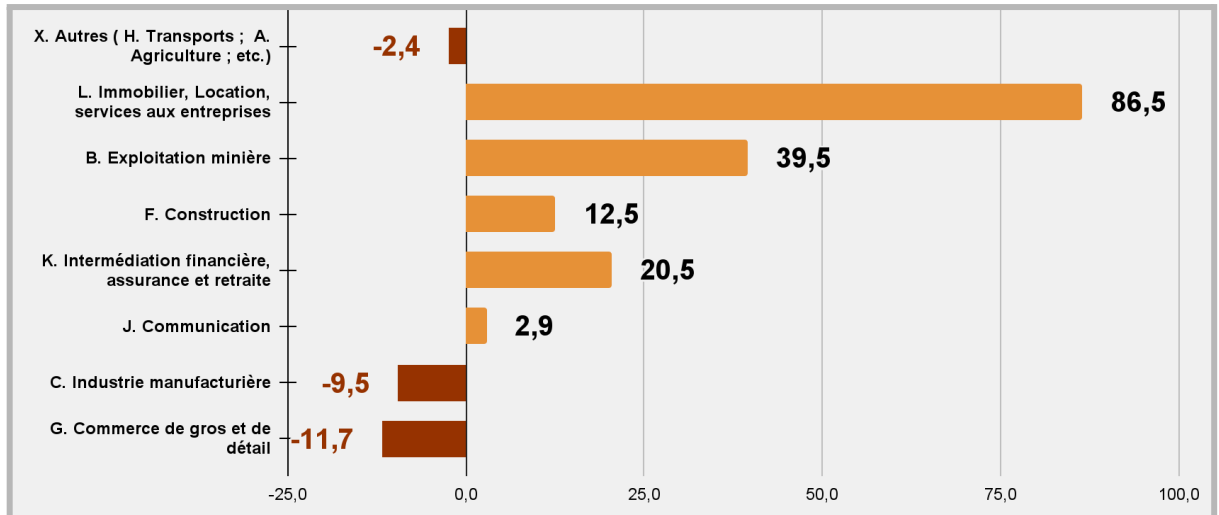
Les flux d'IDE des entreprises résidentes de l'économie ivoirienne vers l'étranger sont ressortis à 138,1 milliards en 2024, après 292,5 milliards en 2023. Ces flux d'IDE sortants portent sur 92,7 milliards d'investissements en actions et parts de fonds de placement et 45,4 milliards d'instruments de dettes.

Les investissements à l'étranger sont effectués, notamment, dans les secteurs de l'immobilier, la location et les services aux entreprises (86,5 milliards), l'exploitation minière (39,5 milliards), le secteur financier (20,5 milliards), la construction (12,5 milliards) et la communication (2,9 milliards). L'industrie manufacturière et le commerce enregistrent des désinvestissements respectifs de 9,5 milliards et de 11,7 milliards.

³ Les flux du système bancaire ne sont pas intégrés dans le calcul. Ces données sont retraitées pour la détermination des actifs monétaires de l'économie.

Graphique 4 : Secteurs bénéficiaires des flux d'investissements directs ivoiriens à l'étranger en 2024

(en milliards de FCFA)

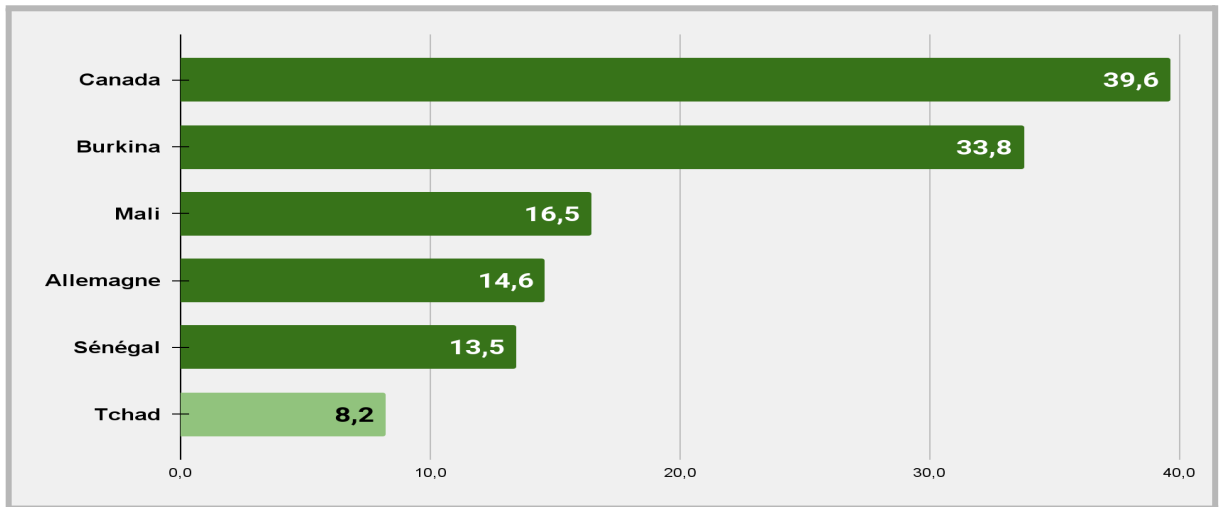


Source : BCEAO

S'agissant des destinations des fonds, les principaux pays bénéficiaires sont le Canada (39,6 milliards), le Burkina (33,8 milliards), le Mali (16,5 milliards), l'Allemagne (14,6 milliards), le Sénégal (13,5 milliards) et le Tchad (8,2 milliards).

Graphique 5 : Principales destinations des flux d'investissements directs ivoiriens à l'étranger en 2024

(en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

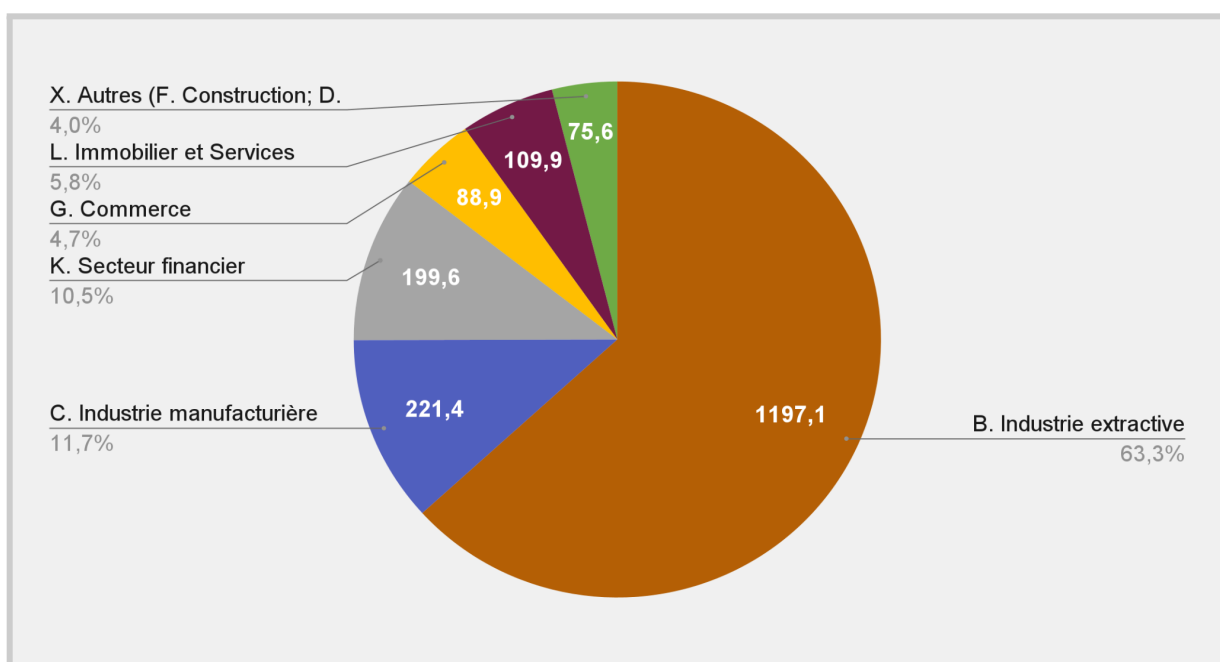
Accroissement net des passifs financiers

Les flux d'investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 1.892,8 milliards, après 1.507,4 milliards en 2023, soit une hausse de 25,6%. Ils sont composés d'instruments de dettes à hauteur de 1.176,9 milliards. Les investissements en capitaux propres se répartissent en réinvestissements de bénéfices d'un montant de 426,3 milliards et en actions autres que les réinvestissements de bénéfices (R.B.) à hauteur de 289,6 milliards.

Les secteurs d'activité qui ont enregistré ces entrées nettes de capitaux au titre des IDE sont principalement l'industrie extractive (1.117,1 milliards), l'industrie manufacturière (201,4 milliards), le secteur financier (169,6 milliards), l'immobilier et les services aux entreprises (109,9 milliards) ainsi que le commerce (88,9 milliards).

Graphique 6 : Principaux secteurs d'investissement directs entrants en 2024

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)



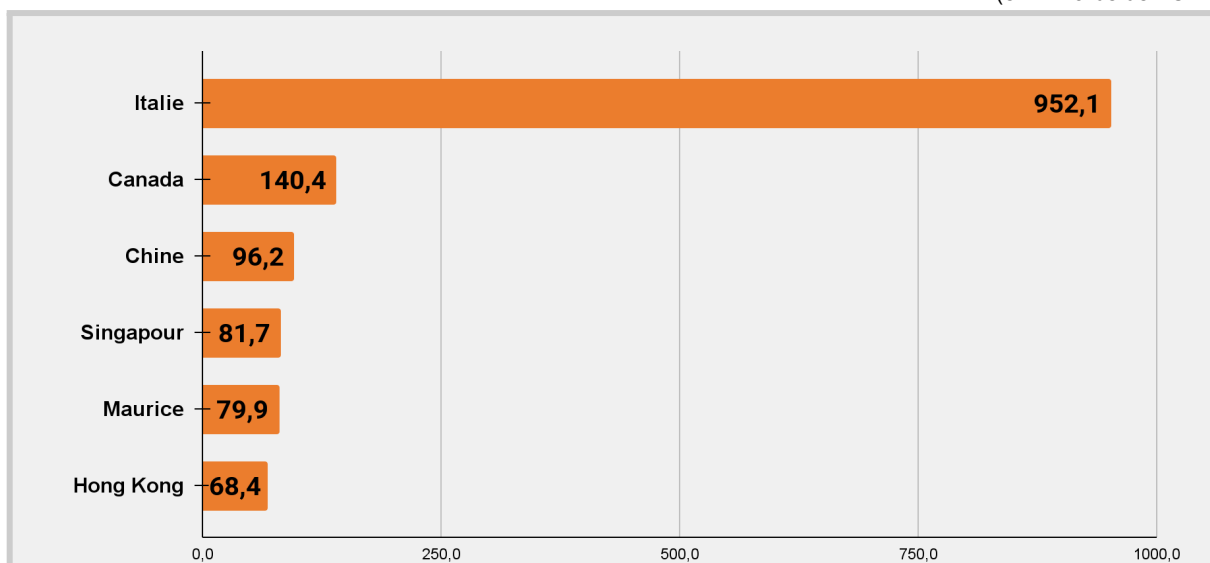
Source : BCEAO

Les montants d'IDE en 2024 proviennent principalement des pays ci-après :

- l'Italie, avec 952,1 milliards de FCFA, principalement dans l'industrie extractive et les services aux entreprises ;
- le Canada, avec 140,4 milliards, essentiellement dans l'industrie extractive et le Transport ;
- la Chine, avec 96,2 milliards, dans l'industrie manufacturière et les bâtiments et travaux publics ;
- Singapour, avec 81,7 milliards, dans le commerce de gros et de détails, l'industrie manufacturière et l'industrie extractive ;
- Maurice, avec 79,9 milliards, notamment dans le secteur financier ;
- Hong Kong, avec 68,4 milliards, majoritairement dans l'industrie extractive ;
- Les Emirats Arabes Unis, avec 61,7 milliards, dans l'industrie extractive, l'industrie manufacturière ainsi que les bâtiments et travaux publics.

Graphique 7 : Principaux pays sources des flux d'IDE de la Côte d'Ivoire en 2024

(en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

III.2 - Investissements de portefeuille

En 2024, les investissements de portefeuille se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 1.055,5 milliards, après une sortie nette de 19,3 milliards en 2023. Cette évolution est due principalement à l'émission d'euro-obligations d'un montant de 1.576,7 par l'Etat sur les marchés financiers internationaux, en janvier 2024. Après la prise en compte de la gestion des passifs et des remboursements prévus, les transactions de l'Administration publique, au titre des investissements de portefeuille, se sont soldées par une entrée nette de 983,3 milliards, après une sortie nette de 28,5 milliards en 2023.

Encadré : Retour, en 2024, de l'Etat de Côte d'Ivoire sur les marchés obligataires internationaux.

La Côte d'Ivoire a réalisé sa première intervention sur les marchés obligataires internationaux en 2014, avec une émission d'euro-obligations de 750 millions de dollars US (357 milliards de FCFA).

En 2015, le pays a effectué une deuxième mobilisation d'euro-obligations de 1 milliard de dollars US (584,8 milliards de FCFA), suivie, en 2017, de deux émissions : l'une en euro et l'autre en dollar US, pour un montant global, en franc CFA, de 1.141,3 milliards.

En 2018, la Côte d'Ivoire a également émis deux (02) euro-obligations d'un montant total de 1.700 millions d'euro (1.115,1 milliards de FCFA).

En 2019, le pays a procédé à une opération de gestion des passifs euro-obligations 2024, 2025 et 2032. Les euro-obligations à échéance 2032 et 2024 ont été rachetées à hauteur de 1.112,3 millions dollars US et celles de 2025 pour 300 millions d'euros. La transaction a permis d'obtenir un financement budgétaire de 208 milliards de FCFA.

En 2020, l'émission d'un milliard d'euro-obligations a permis de racheter une partie des titres à échéance 2032 et 2028, pour une valeur de 486 millions de dollars US, ainsi que de 2025 à hauteur de 85 millions d'euros. Cette opération a permis d'enregistrer un financement budgétaire de 309 milliards de FCFA.

La Côte d'Ivoire a procédé, en février 2021, à la réouverture de ses séries Eurobonds en euro 2032 et 2048 à hauteur de 850 millions d'euros, soit 557,6 milliards de FCFA. Cette opération a permis d'allonger la maturité moyenne de la dette publique ivoirienne à des conditions de

marché favorables.

Après deux années d'absence, la Côte d'Ivoire a renoué avec les émissions d'euro-obligations en 2024 sur les marchés financiers internationaux. A cet égard, elle a émis 2,6 milliards de dollars US swappés en euro. Cette opération a porté sur deux nouvelles tranches d'euro-obligations sur des durées de 9 et 13 ans. Une partie des fonds a servi au rachat anticipé des séries d'Eurobonds 2025, 2032 et de plusieurs prêts commerciaux internationaux.

Sources : DGF, BCEAO

III.3 - Autres investissements

En 2024, les flux au titre des autres investissements se sont traduits par une réception nette de fonds de 1.233,0 milliards, principalement sous forme de prêts, contre 1.439,2 milliards en 2023.

En effet, les entrées nettes de capitaux sous forme de prêts, en 2024, se sont élevées à 1.710,0 milliards, après 1.602,5 milliards en 2023. Elles sont principalement initiées par l'Administration publique, dont les flux nets entrants sont ressortis à 812,8 milliards, contre 1.568,1 milliards en 2023.

Quant aux numéraires et dépôts auprès d'établissements de crédit à l'étranger, ils ont enregistré une entrée nette de 30,7 milliards en 2024, après 19,7 milliards de diminution d'avoirs en 2023.

S'agissant des crédits commerciaux, il est ressorti une entrée nette de capitaux de 211,3 milliards en 2024, après une sortie nette de 151,7 milliards l'année précédente.

IV - CAPITAUX MONETAIRES

Les actifs extérieurs nets de l'économie ivoirienne ont augmenté en 2024, après leur baisse en 2023 et 2022.

IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 2.751,0 milliards à fin 2024, après 1.641,9 milliards une année plus tôt, soit un regain de 1.109,1 milliards. Cette variation est due à la hausse des actifs extérieurs bruts (+1.676,3 milliards) plus importante que celle des engagements extérieurs bruts (+567,2 milliards).

En effet, les actifs extérieurs bruts se sont accrus en 2024, du fait de la hausse des autres créances de 1.117,9 milliards, des DTS détenus de 516,3 milliards et de la position de réserves au FMI de 45,1 milliards.

S'agissant des engagements extérieurs bruts, ils se sont accrus, en relation avec la hausse des engagements à court terme de 614,4 milliards. Par contre, les autres engagements ont enregistré un repli de 47,2 milliards.

Tableau n° 14 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Avoirs	5 009,0	6 207,3	5 450,1	4 943,9	6 620,3
- Position de réserve	-9,6	125,0	46,2	57,4	102,6
- DTS détenus	898,8	1 329,2	739,5	484,6	1 001,0
- Autres créances	4 119,8	4 753,1	4 662,2	4 394,9	5 512,8
Engagements	2 619,9	3 263,1	3 146,5	3 302,0	3 869,3
- Engagements extérieurs de court terme	1 401,6	1 364,3	1 272,0	1 638,3	2 252,7
dont crédits FMI	1 401,6	1 364,3	1 272,0	1 638,3	2 252,7
- Autres engagements	1 218,3	1 898,8	1 874,5	1 663,8	1 616,6
Avoirs extérieurs nets	2 389,1	2 944,2	2 303,6	1 641,9	2 751,0

Source : BCEAO

IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 1.657,1 milliards en 2024, après 992,4 milliards en 2023, soit une reprise de 664,7 milliards.

Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Avoirs	1 613,0	2 249,2	2 758,8	2 625,5	2 927,6
- Banques	1 613,0	2 249,2	2 758,8	2 625,5	2 927,6
Engagements	862,3	987,1	1 176,3	1 633,0	1 270,4
- Banques	862,3	987,1	1 176,3	1 633,0	1 270,4
Position monétaire extérieure	750,7	1 262,1	1 582,4	992,4	1 657,1

Source : BCEAO

IV.3 – Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Le secteur monétaire ivoirien a enregistré, en 2024, une hausse de ses actifs extérieurs nets (AEN) de 1.773,8 milliards, contre une baisse de 1.251,7 milliards l'année d'avant. Cette évolution est en lien avec l'accroissement des AEN de la BCEAO de 1.109,1 milliards et celui de 664,7 milliards au niveau des autres institutions de dépôt.

S'agissant du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 1.787,5 milliards, après un déficit de 1.191,9 milliards en 2023. Il diffère du solde monétaire, du fait de la prise en compte des réévaluations nettes des créances et des engagements officiels de la Côte d'Ivoire vis-à-vis du FMI.

Tableau n° 16 : Variation des actifs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	355,6	511,5	320,3	-590,0	664,7
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	284,5	555,1	-640,6	-661,7	1 109,1
Solde monétaire	640,1	1 066,6	-320,3	-1 251,7	1 773,8
Réévaluation	33,1	-29,0	-15,4	-59,8	-13,7
Solde global de la balance des paiements	607,0	1 095,6	-304,9	-1 191,9	1 787,5

Source : BCEAO

V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2024, l'ensemble des avoirs financiers extérieurs de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 13.720,4 milliards et les engagements à 41.016,6 milliards. Ainsi la position extérieure globale a enregistré un solde négatif de 27.294,2 milliards (-51,8% du PIB), après celui de 24.160,3 milliards (-50,6% du PIB) en 2023, soit une dégradation de 1,2 point de pourcentage du PIB.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les investissements directs étrangers d'un montant de 2.234,2 milliards, dont 1.317,4 milliards au titre des fonds propres ;
- les investissements de portefeuille d'une valeur de 2.035,0 milliards en 2024, contre 2.226,5 milliards en 2023 ;
- les autres investissements d'un montant de 2.830,7 milliards, dont 1.519,1 milliards au titre des crédits commerciaux, 579,6 milliards relatifs aux prêts et 462,0 milliards ayant trait aux numéraires et dépôts ;
- les créances de la Banque Centrale, qui se sont établies à 6.620,3 milliards, après 4.943,9 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principales composantes :

- les investissements directs étrangers, d'un montant de 11.689,6 milliards, dont 6.572,3 milliards au titre des fonds propres ;
 - les investissements de portefeuille d'un montant de 9.133,9 milliards, dont l'encours des euro-obligations, émises par l'Administration publique, d'une valeur de 6.406,9 milliards ;
 - les autres investissements, d'une valeur de 20.193,1 milliards, dont le stock des emprunts de l'Administration publique de 11.474,6 milliards, les crédits commerciaux de 2.470,5 milliards et les autres comptes à payer par la Banque Centrale de 745,9 milliards.
-

CONCLUSION

En 2024, le déficit du compte des transactions courantes s'est amélioré de 3,8 points de pourcentage du PIB par rapport à 2023, en passant de 3.944,4 milliards (-8,3% du PIB) à 2.360,1 milliards (-4,5% du PIB). Cette évolution résulte de l'augmentation de l'excédent structurel des biens de 211,4%, portée, notamment, par l'amélioration des cours du cacao et la progression des productions d'or non monétaires et de pétrole brut. La baisse du déficit du revenu secondaire de 57,3% a également contribué à cette variation du solde du compte des transactions courantes. En revanche, les déficits des autres postes du compte des transactions courantes, à savoir les services et le revenu primaire, se sont aggravés. En effet, le solde des services s'est dégradé de 11,0% en 2024, en raison, principalement, de la hausse des paiements nets des services techniques. De même, le déficit du revenu primaire s'est amplifié de 22,6% en 2024, passant de 1.851,1 milliards en 2023 à 2.269,9 milliards.

En ce qui concerne le compte de capital, son excédent s'est replié de 11,0% en 2024, en liaison avec le recul des dons projets reçus par l'Administration centrale.

Le compte financier a, quant à lui, enregistré une entrée nette de capitaux étrangers plus importante que celle de l'année 2023, en relation avec la hausse des investissements directs étrangers et les mobilisations d'investissements de portefeuille par l'Administration centrale.

Corrélativement à ces évolutions, le besoin de financement de l'économie ivoirienne est ressorti en baisse de 3,6 points de pourcentage du PIB, en s'affichant à 2.259,9 milliards (4,3% du PIB), après 3.831,8 milliards (7,9% du PIB) un an plus tôt.

Contrairement aux années 2022 et 2023, ce besoin de financement a été couvert par des entrées nettes de capitaux étrangers au titre du compte financier. Aussi, en 2024, le solde global est-il ressorti excédentaire de 1.787,5 milliards (3,4% du PIB), après les déficits de 1.191,9 milliards (-2,5% du PIB) en 2023 et de 304,9 milliards (-0,7% du PIB) en 2022.

Ainsi, la situation du secteur extérieur de la Côte d'Ivoire en 2024 a permis une consolidation des avoirs de réserves de l'Union. Toutefois, la structure des IDE reçus en 2024, caractérisée par l'afflux de dettes intra-groupe, induira davantage de sorties de devises, à moyen terme, au titre des paiements d'intérêts et du remboursement du capital.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent sur le territoire économique ou le quittent, en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les Autorités du pays d'origine ou vice-versa	A déduire
Biens importés, pour des projets de construction, par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transfert de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour être transformés ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport de ces marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

- Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (présentation standard résumée)
- Annexe 1.2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (optique BCEAO résumée)
- Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO) de 2020 à 2024
- Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes de 2020 à 2024
- Annexe 1.5 : Compte de biens et services de 2020 à 2024
- Annexe 1.6 : Compte de biens de 2020 à 2024
- Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens de 2020 à 2024
- Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits de 2020 à 2024
- Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises de 2020 à 2024
- Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens de 2020 à 2024
- Annexe 1.11 : Importations par principaux produits de 2020 à 2024
- Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises de 2020 à 2024
- Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services de 2020 à 2024
- Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire de 2020 à 2024
- Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2020 à 2024
- Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital de 2020 à 2024
- Annexe 1.17 : Evolution du compte financier de 2020 à 2024
- Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus de 2020 à 2024
- Annexe 1.19 : Carte des pays investisseurs directs sortants en 2024
- Annexe 1.20 : Variation de la position extérieure globale nette en 2024
- Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2020 à 2024
- Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2020 à 2024
- Annexe 2.3 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2020 à 2024
- Annexe 2.4 : Composition des exportations de 2020 à 2024
- Annexe 2.5 : Composition des importations de 2020 à 2024
- Annexe 2.6 : Exportations de services de 2020 à 2024
- Annexe 2.7 : Importations de services de 2020 à 2024
- Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits de 2020 à 2024
- Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits de 2020 à 2024
- Annexe 2.10 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2024
- Annexe 2.11 : Tableau détaillé de la Balance de paiements 2024 de la Côte d'Ivoire (présentation standard)
- Annexe 2.12 : Tableau détaillé de la position extérieure globale 2024 de la Côte d'Ivoire
-

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (présentation standard résumée)

(en milliards de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	15 294,8	17 654,9	-2 360,1
Biens et services	13 367,7	13 392,5	-24,8
Biens	12 609,1	9 301,3	3 307,8
Marchandises générales	10 699,6	9 301,3	1 398,3
Dont : Réexportations	0,1	0,0	0,1
Exportations nettes dans le cadre du négoce	3,6	0,0	3,6
Or non monétaire	1 905,9	0,0	1 905,9
Services	758,6	4 091,1	-3 332,5
Transport	234,8	1 633,3	-1 398,5
Dont : Fret	61,2	1 469,0	-1 407,8
Voyage	286,6	270,3	16,3
Autres services	237,2	2 187,5	-1 950,3
Revenu primaire	510,8	2 780,7	-2 269,9
Rémunération des salariés	83,7	47,0	36,7
Revenus des investissements	409,6	2 733,6	-2 323,9
Autres revenus primaires	17,5	0,1	17,3
Revenu secondaire	1 416,2	1 481,7	-65,4
Administrations publiques	393,3	99,0	294,3
Aides budgétaires	199,8	99,0	100,7
Autres secteurs	1 022,9	1 382,6	-359,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	990,0	1 194,3	-204,3
Compte de capital	157,0	56,8	100,2
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,2	2,4	-2,2
Transfert en capital	156,9	54,4	102,4
Administrations publiques	45,8	0,0	45,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	111,0	54,4	56,6
Compte financier	1 885,4	4 141,1	-2 255,6
Investissements directs	138,1	1 892,8	-1 754,7
Investissements de portefeuille	53,7	1 027,2	-973,5
Dérivés financiers	0,1	0,0	0,1
Autres investissements	47,7	1 221,1	-1 173,4
Avoirs de réserves	1 645,9	0,0	1 645,9
Erreurs et omissions nettes			4,2

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (optique BCEAO résumée)

(en milliards de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	15 294,8	17 654,9	-2 360,1
Biens et services	13 367,7	13 392,5	-24,8
Biens	12 609,1	9 301,3	3 307,8
Marchandises générales	10 699,6	9 301,3	1 398,3
Dont : Réexportations	0,1	0,0	0,1
Exportations nettes dans le cadre du négoce	3,6	0,0	3,6
Or non monétaire	1 905,9	0,0	1 905,9
Services	758,6	4 091,1	-3 332,5
Transport	234,8	1 633,3	-1 398,5
Dont : Fret	61,2	1 469,0	-1 407,8
Voyage	286,6	270,3	16,3
Autres services	237,2	2 187,5	-1 950,3
Revenu primaire	510,8	2 780,7	-2 269,9
Rémunération des salariés	83,7	47,0	36,7
Revenus des investissements	409,6	2 733,6	-2 323,9
Autres revenus primaires	17,5	0,1	17,3
Revenu secondaire	1 416,2	1 481,7	-65,4
Administrations publiques	393,3	99,0	294,3
Aides budgétaires	199,8	99,0	100,7
Autres secteurs	1 022,9	1 382,6	-359,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	990,0	1 194,3	-204,3
Compte de capital	157,0	56,8	100,2
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,2	2,4	-2,2
Transfert en capital	156,9	54,4	102,4
Administrations publiques	45,8	0,0	45,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	111,0	54,4	56,6
Compte financier	-62,5	3 980,6	-4 043,1
Investissements directs	138,1	1 892,8	-1 754,7
Investissements de portefeuille	-28,3	1 027,2	-1 055,5
Dérivés financiers	0,1	0,0	0,1
Autres investissements	-172,4	1 060,6	-1 233,0
Administration publique	0,0	812,8	-812,8
Autres secteurs	-172,4	247,8	-420,2
Erreurs et omissions nettes			4,2
Solde global	1 947,9	160,4	1 787,5
Avoirs et engagements extérieurs	-1 947,9	-160,4	-1 787,5
Banque Centrale	-1 645,9	-523,0	-1 122,8
Autres institutions de dépôts	-302,1	362,6	-664,7

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO) de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Compte des transactions courantes	-1 136,4	-1 593,8	-3 364,5	-3 944,4	-2 360,1
Biens et services	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1	-24,8
Biens	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 307,8
Marchandises générales	874,2	738,5	-527,9	-343,8	1 398,3
Dont : Réexportations	17,0	19,6	1,7	3,8	0,1
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,1	4,9	7,4	1,1	3,6
Or non monétaire	842,2	949,7	1 190,8	1 405,1	1 905,9
Services	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-3 002,5	-3 332,5
Transport	-811,9	-1 102,4	-1 442,3	-1 393,7	-1 398,5
Dont : Fret	-855,8	-1 151,5	-1 488,4	-1 381,4	-1 407,8
Voyage	-25,8	-6,2	-3,3	-2,0	16,3
Autres services	-549,8	-562,5	-932,2	-1 606,7	-1 950,3
Revenu primaire	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-2 269,9
Rémunération des salariés	34,8	34,8	36,7	36,5	36,7
Revenus des investissements	-1 105,1	-1 293,4	-1 493,7	-1 910,1	-2 323,9
Autres revenus primaires	7,5	17,9	23,0	22,5	17,3
Revenu secondaire	-402,6	-375,1	-222,8	-153,1	-65,4
Administrations publiques	22,6	10,5	99,8	95,6	294,3
Aides budgétaires reçues	91,9	92,3	193,8	199,7	100,7
Autres secteurs	-425,2	-385,7	-322,6	-248,8	-359,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-384,0	-351,7	-277,6	-232,9	-204,3
Compte de capital	100,4	91,6	39,2	112,6	100,2
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1,0	-0,9	-0,7	-4,7	-2,2
Transfert en capital	101,4	92,5	39,9	117,3	102,4
Administrations publiques	101,4	92,3	39,9	117,1	45,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,2	0,0	0,2	56,6
Compte financier	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 637,9	-4 043,1
Investissements directs	-409,6	-614,0	-893,0	-1 215,0	-1 754,7
Investissements de portefeuille	-531,7	-751,5	-187,8	19,3	-1 055,5
Dérivés financiers	0,0	0,8	0,0	-3,1	0,1
Autres investissements	-700,5	-1 230,7	-1 943,3	-1 439,2	-1 233,0
Administration publique	-988,1	-895,2	-2 455,1	-1 541,0	-812,8
Autres secteurs	287,7	-335,5	511,9	101,8	-420,2
Erreurs et omissions nettes	1,2	2,4	-3,6	2,0	4,2
Solde global	607,0	1 095,6	-304,9	-1 191,9	1 787,5
Avoirs et engagements extérieurs	-607,0	-1 095,6	304,9	1 191,9	-1 787,5
Banque Centrale	-251,4	-584,1	625,2	601,9	-1 122,8
Autres institutions de dépôts	-355,6	-511,5	-320,3	590,0	-664,7

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et services	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1	-24,8
Biens	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 307,8
Services	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-3 002,5	-3 332,5
Revenu primaire	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-2 269,9
Revenu secondaire	-402,6	-375,1	-222,8	-153,1	-65,4
Solde du compte courant	-1 136,4	-1 593,8	-3 364,5	-3 944,4	-2 360,1
Solde du compte courant (hors dons)	-1 228,3	-1 686,1	-3 558,3	-4 144,1	-2 559,8
PIB Nominal	36 252,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4
Solde courant (en % du PIB)	-3,1	-3,9	-7,7	-8,3	-4,5

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens et services	7 616,0	9 000,3	10 735,3	10 986,6	13 367,7
Importations de biens et services	7 287,0	8 978,3	12 442,9	12 926,7	13 392,5
Balance commerciale de biens et services	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1	-24,8
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	104,5	100,2	86,3	85,0	99,8
Degré d'ouverture commerciale (en %)	20,6	22,3	26,2	24,8	25,4

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens	7 194,8	8 495,6	10 165,8	10 382,4	12 609,1
Importations de biens	5 478,3	6 802,4	9 495,5	9 320,1	9 301,3
Balance commerciale de biens	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 307,8
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	131,3	124,9	107,1	111,4	135,6
Degré d'ouverture commerciale (en %)	17,5	18,9	22,2	20,4	20,8

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	6 352,5	7 541,0	8 967,6	8 976,3	10 699,6
Dont réexportations	17,0	19,6	1,7	3,8	0,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,1	4,9	7,4	1,1	3,6
Or non monétaire	842,2	949,7	1 190,8	1 405,1	1 905,9
Total exportations de biens (Base balance des paiements)	7 194,8	8 495,6	10 165,8	10 382,4	12 609,1

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Cacao	2 971,5	3 314,1	3 087,2	3 372,3	4 354,8
<i>dont fèves de cacao</i>	<i>2 085,5</i>	<i>2 379,5</i>	<i>1 994,9</i>	<i>2 018,7</i>	<i>2 421,0</i>
<i>dont cacao transformé</i>	<i>886,0</i>	<i>934,6</i>	<i>1 092,3</i>	<i>1 353,5</i>	<i>1 933,9</i>
Produits pétroliers	671,6	891,4	1 840,0	1 584,1	2 030,5
<i>dont pétrole brut</i>	<i>256,4</i>	<i>316,4</i>	<i>517,0</i>	<i>392,5</i>	<i>729,2</i>
<i>dont produits finis</i>	<i>415,2</i>	<i>575,0</i>	<i>1 323,0</i>	<i>1 191,6</i>	<i>1 301,4</i>
Noix de cajou	487,7	520,4	507,8	628,4	479,0
Or non monétaire	842,2	949,7	1 190,8	1 427,2	1 905,9
Caoutchouc	598,0	853,6	1 159,9	1 196,5	1 484,2
Divers	1 569,6	1 822,4	2 187,8	1 994,1	2 095,1
Total exportations de biens, commerce général Douane	7 140,7	8 351,7	9 973,6	10 202,6	12 349,6

Source : BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	3 308,2	3 200,9	3 498,5	4 065,2	6 367,5
UNION EUROPEENNE	2 635,8	2 354,4	2 604,3	2 812,2	4 092,6
ZONE EURO	2 524,8	2 261,0	2 461,9	2 669,5	3 834,0
France	460,5	392,1	442,6	491,7	473,9
Allemagne	346,4	314,9	308,1	354,0	526,8
Italie	128,6	127,6	138,0	165,6	215,1
Pays-Bas	795,5	715,1	735,3	868,4	1 521,4
Belgique	314,3	366,6	467,0	413,3	486,5
Autres	479,5	344,8	371,0	376,5	610,3
AUTRES PAYS DE L'UE	111,0	93,4	142,4	142,7	258,7
AUTRES PAYS D'EUROPE	672,4	846,5	894,2	1 253,1	2 274,9
Royaume-Uni	191,6	219,9	257,9	270,9	262,4
Suisse	350,4	462,6	460,9	822,2	1 665,9
Russie	4,4	3,8	7,9	7,8	14,6
Autres	126,0	160,2	167,6	152,1	332,0
AFRIQUE	1 665,8	1 626,2	1 710,1	2 694,3	2 639,5
UEMOA	911,1	887,4	1 039,0	1 727,8	1 635,8
Bénin	35,9	47,8	26,8	58,0	53,6
Burkina	344,1	291,3	343,7	528,9	455,1
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,7	0,6	1,0	0,8	2,7
Mali	361,8	376,9	486,2	904,3	952,0
Niger	56,4	64,1	69,1	66,3	15,5
Sénégal	75,7	75,2	82,9	127,0	103,7
Togo	36,4	31,4	29,2	42,6	53,1
CEDEAO (hors UEMOA)	395,9	314,7	277,6	415,6	415,8
Nigeria	180,0	126,6	71,3	110,5	98,2
Ghana	171,6	136,0	142,8	218,4	158,8
Autres	44,3	52,1	63,5	86,7	158,9
CEMAC	59,1	45,5	53,7	107,5	104,7
Cameroun	28,3	16,7	25,7	68,8	72,0
Gabon	8,3	7,2	7,0	10,0	12,3
Autres	22,5	21,6	20,9	28,7	20,3
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	337,6	378,6	339,8	443,3	483,2
Afrique du Sud	235,3	308,8	233,7	275,3	284,5
Maroc	5,3	4,6	37,2	25,8	31,2
Tunisie	8,6	3,8	3,7	6,3	8,9
Algérie	41,6	32,3	18,7	40,0	63,7
Libye	0,1	0,0	0,3	0,5	0,5
Egypte	3,3	1,8	8,0	13,9	23,0
Autres	43,5	27,4	38,2	81,7	71,4
AMERIQUE	795,1	687,9	893,6	835,5	986,9
Etats-Unis	450,1	480,1	687,6	544,2	557,3
Canada	208,5	130,4	98,5	127,0	165,9
Brésil	76,7	37,4	50,6	82,7	147,6
Autres	59,8	40,1	56,9	81,7	116,1
ASIE	1 478,9	1 488,8	1 824,1	2 016,7	1 915,9
Chine	216,5	262,8	308,1	429,3	441,9
Japon	1,8	1,4	0,8	0,9	27,6
Inde	270,9	147,0	185,2	417,9	263,8
Pakistan	13,9	42,7	105,7	95,3	67,4
Emirats Arabes Unis	21,7	19,4	55,5	77,6	17,5
Thaïlande	2,3	2,5	1,0	4,8	0,9
Autres pays asiatiques	951,8	1 013,2	1 167,8	990,9	636,6
Autres pays	99,0	136,8	425,3	361,9	439,9
TOTAL	7 347,0	7 140,7	8 351,7	9 973,6	12 349,6

Source : BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	5 478,3	6 802,4	9 495,5	9 320,1	9 301,3
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens (Base balance des paiements)	6 802,4	9 495,5	9 495,5	9 320,1	9 301,3
Importations de biens / PIB nominal (en %)	18,8	23,5	21,5	19,3	17,6

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	1 251,1	1 696,2	1 932,4	1 840,2	1 999,1
Autres biens de consommation courante	1 413,6	1 854,0	2 083,0	2 066,3	2 076,3
Produits énergétiques	1 184,8	1 335,5	3 020,2	2 918,5	2 827,6
<i>dont pétrole brut</i>	825,7	766,8	1 500,5	1 749,8	1 471,8
<i>dont produits pétroliers</i>	359,1	568,6	1 519,7	1 168,7	1 355,8
Matières premières et biens intermédiaires	1 075,0	1 436,4	1 865,4	1 835,5	1 684,1
Biens d'équipement	1 115,8	1 405,6	1 814,8	1 798,2	1 860,8
Total importations de biens CAF (statistiques douanes hors biens exceptionnels)	6 040,3	7 628,0	10 715,8	10 458,7	10 447,8
Total importations de biens CAF ajustées	6 466,7	8 062,5	11 134,8	10 843,8	10 846,1
Total importations de biens FOB (Base balance des paiements)	5 478,3	6 802,4	9 495,5	9 320,1	9 301,3

Source : BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	2 172,4	2 605,0	3 253,3	3 075,3	3 272,7
UNION EUROPEENNE	1 717,1	2 037,7	2 520,6	2 240,0	2 438,5
ZONE EURO	1 574,5	1 890,5	2 337,7	2 014,7	2 233,7
France	666,5	737,7	776,3	653,2	671,7
Allemagne	174,1	237,2	231,2	302,5	225,0
Italie	163,5	173,5	220,5	204,2	253,8
Pays-Bas	173,4	175,6	218,2	158,5	190,2
Belgique	120,9	266,1	509,9	391,5	522,4
Autres	276,0	300,3	381,5	304,8	370,5
AUTRES PAYS DE L'UE	142,6	147,2	182,9	225,3	204,8
AUTRES PAYS D'EUROPE	455,2	567,2	732,7	835,3	834,2
Royaume-Uni	94,5	97,1	124,6	219,0	252,6
Suisse	29,1	28,6	27,5	30,6	36,0
Russie	67,0	125,5	174,7	302,5	267,9
Autres	264,7	316,1	405,9	283,2	277,8
AFRIQUE	1 485,3	1 485,8	2 231,4	2 691,9	2 317,2
UEMOA	159,9	167,6	129,2	223,9	144,1
Bénin	5,9	6,2	7,1	5,9	6,1
Burkina	8,9	10,5	6,8	8,7	11,9
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	10,9	8,8	3,5	3,6	0,0
Mali	5,4	8,7	4,5	6,4	7,7
Niger	4,4	7,2	5,5	14,5	0,7
Sénégal	121,4	122,0	100,2	93,4	86,4
Togo	2,9	4,3	1,5	91,4	31,3
CEDEAO (hors UEMOA)	971,9	837,0	1 485,3	1 752,5	1 547,5
Nigeria	860,8	695,5	1 355,0	1 602,2	1 401,3
Ghana	96,2	126,0	110,3	133,1	141,9
Autres	14,9	15,5	20,0	17,2	4,4
CEMAC	3,1	1,9	7,6	6,5	2,3
Cameroun	2,8	0,8	0,7	1,0	1,1
Gabon	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3
Autres	0,1	1,1	6,5	5,5	0,9
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	350,4	479,3	609,4	709,0	623,3
Afrique du Sud	61,1	68,0	96,9	114,3	101,8
Maroc	133,9	169,2	179,5	259,1	164,9
Tunisie	28,2	47,8	43,9	44,2	36,9
Algérie	10,9	41,1	105,3	73,7	45,8
Libye	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0
Egypte	28,4	74,0	90,4	138,7	187,3
Autres	87,9	79,1	89,3	79,1	86,6
AMERIQUE	453,9	788,6	1 151,3	1 021,2	1 115,5
Etats-Unis	240,5	374,0	525,2	440,5	515,2
Canada	14,8	18,4	33,0	48,2	40,7
Brésil	46,4	88,8	121,2	98,1	109,1
Autres	152,1	307,4	472,0	434,4	450,5
ASIE	1 885,6	2 604,9	3 459,9	3 355,4	3 424,8
Chine	905,5	1 202,1	1 574,4	1 651,0	1 658,6
Japon	106,1	160,2	159,9	144,3	155,9
Inde	304,4	460,9	584,5	581,7	495,1
Pakistan	19,2	33,8	36,6	44,2	95,3
Emirats Arabes Unis	60,2	56,0	71,8	86,2	84,3
Thaïlande	67,6	96,9	98,2	85,0	172,9
Autres pays asiatiques	422,5	595,1	934,5	763,0	762,7
Autres pays	43,2	143,8	619,6	314,9	317,6
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	6 040,3	7 628,0	10 715,6	10 458,7	10 447,8

Source : BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	-811,9	-1 102,4	-1 442,3	-1 393,7	-1 398,5
Dont fret	-855,8	-1 151,5	-1 488,4	-1 381,4	-1 407,8
Voyage	-25,8	-6,2	-3,3	-2,0	16,3
Autres services	-549,8	-562,5	-932,2	-1 606,7	-1 950,3
Total services nets	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-3 002,5	-3 332,5

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Rémunérations des salariés	34,8	34,8	36,7	36,5	36,7
Revenus des investissements	-1 105,1	-1 293,4	-1 493,7	-1 910,1	-2 323,9
Dont intérêts sur la dette publique	-390,3	-527,2	-637,9	-851,8	-911,7
Autres revenus primaires	7,5	17,9	23,0	22,5	17,3
Revenu primaire net	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-2 269,9

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2022	2024
Administration publique	22,6	10,5	99,8	95,6	294,3
Dont aides budgétaires reçues	91,9	92,3	193,8	199,7	199,8
Autres secteurs	-425,2	-385,7	-322,6	-248,8	-359,7
Dont envois de fonds des travailleurs	-384,0	-351,7	-277,6	-232,9	-204,3
Revenu secondaire net	-402,6	-375,1	-222,8	-153,1	-65,4

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1,0	-0,9	-0,7	-4,7	-2,2
Transferts de capital	101,4	92,5	39,9	117,3	102,4
Administration Publique	101,4	92,3	39,9	117,1	45,8
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,2	0,0	0,2	56,6
Solde du compte de capital	100,4	91,6	39,2	112,6	100,2

Source : BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Investissements directs	-409,6	-614,0	-893,0	-1 215,0	-1 754,7
Investissements de portefeuille	-531,7	-751,5	-187,8	19,3	-1 055,5
Dérivés financiers	0,0	0,8	0,0	-3,1	0,1
Autres investissements	-700,5	-1 230,7	-1 943,3	-1 439,2	-1 233,0
Solde du compte du compte financier	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 637,9	-4 043,1

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus de 2020 à 2024

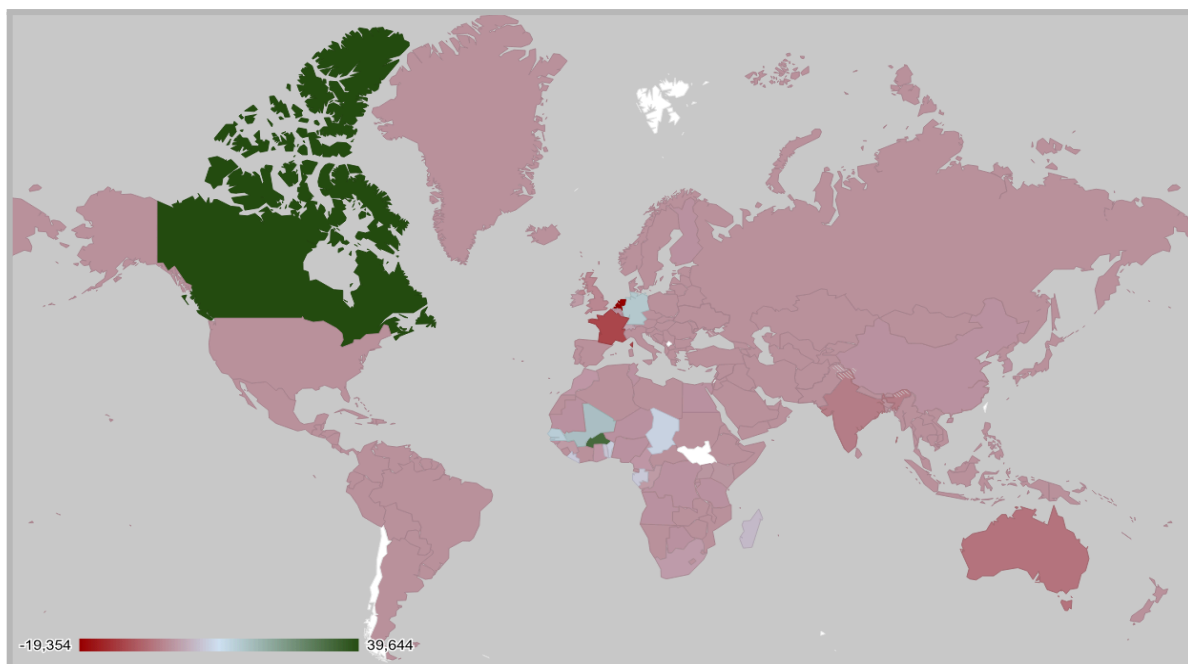
(en milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	144,9	208,5	621,8	1 034,3	1 047,4
ZONE EURO	183,5	197,1	541,1	1 119,9	1 001,2
Allemagne	-6,1	1,5	11,7	-0,5	9,2
Belgique	41,1	27,8	5,0	-10,9	5,8
France	106,5	149,2	192,8	285,5	30,6
Italie	44,6	41,8	286,9	822,6	912,1
Pays-Bas	36,4	-15,5	40,4	33,6	12,8
Autres pays Zone Euro	-39,1	-7,7	4,3	-10,4	30,7
AUTRES PAYS D'EUROPE	-38,5	11,4	80,7	-85,6	46,2
Suisse	12,4	4,8	34,7	-2,9	-1,6
Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays d'Europe	-51,0	6,7	45,9	-82,8	47,8
AFRIQUE	107,4	177,0	153,9	163,5	214,0
UEMOA	49,0	50,2	68,9	40,9	84,5
Bénin	-0,1	8,3	20,3	0,2	2,7
Burkina	6,9	14,4	17,7	16,8	20,5
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	1,3	0,4
Mali	12,9	10,1	-2,9	7,7	14,9
Niger	0,0	0,0	0,0	-6,8	-0,2
Sénégal	13,3	7,9	9,9	21,9	21,4
Togo	13,9	9,4	24,0	0,3	24,8
CEDEAO hors UEMOA	26,8	47,6	-1,1	-27,8	49,3
Ghana	-2,7	3,0	-4,7	10,9	-3,0
Nigéria	31,6	44,3	3,8	-47,1	51,2
Autres	-2,0	0,3	-0,2	8,4	1,1
CEMAC	1,9	4,9	33,5	9,6	11,7
Cameroun	0,5	1,3	9,6	2,4	6,7
Gabon	1,5	1,4	10,5	7,0	4,7
Autres	0,0	2,1	13,4	0,2	0,3
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	29,6	74,4	52,6	140,7	68,6
Afrique du Sud	16,8	12,3	14,4	0,7	6,8
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	-0,9	1,8	-0,5	4,2	0,2
Libye	8,1	2,7	0,8	1,0	1,0
Maroc	-32,3	10,0	22,1	60,6	-1,4
Tunisie	-0,1	-0,6	0,0	4,0	0,1
Autres	38,1	48,2	15,7	70,2	61,8
AMERIQUE	26,7	49,0	91,7	159,6	140,9
Brésil	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Canada	19,7	43,5	72,4	132,7	100,4
Etats-Unis	3,0	17,5	11,5	-17,6	33,8
Autres	3,9	-11,9	7,8	44,6	6,6
ASIE	151,8	98,9	49,7	42,9	339,6
Chine	29,1	22,5	28,8	-30,4	76,2
Emirats Arabes Unis	4,6	3,6	8,2	0,1	61,7
Inde	1,2	0,5	0,5	-0,6	47,6
Japon	-0,5	1,4	-3,2	19,1	0,2
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Singapour	98,1	45,5	17,8	39,7	61,7
Thaïlande	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Autres pays asiatiques	19,3	25,4	-2,4	14,9	92,1
Autres pays	-20,5	238,7	80,4	107,0	150,5
TOTAL	410,3	772,2	997,5	1 507,3	1 892,5

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Carte des pays ayant reçu les flux d'IDE ivoiriens à l'étranger en 2024

(en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Annexe 1.20 : Variation de la position extérieure globale nette en 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	Début de période	Flux de la BP	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	11 799,6	1 885,4	35,3	13 720,4
Investissements directs	2 091,3	138,1	4,8	2 234,2
Investissements de portefeuille	1 981,3	53,7	0,0	2 035,0
Dérivés financiers	0,0	0,1	0,0	0,1
Autres investissements	2 783,1	47,7	0,0	2 830,7
Autres titres de participation	174,9	0,0	0,0	174,9
Monnaie fiduciaire et dépôts	268,7	193,3	0,0	462,0
Prêts	543,2	36,4	0,0	579,6
Régime d'assurance, de pension et de garantie	33,8	25,4	0,0	59,2
Crédits commerciaux	1 711,4	-192,3	0,0	1 519,1
Autres comptes à payer/à recevoir	51,0	-15,2	0,0	35,8
Avoirs de réserves	4 943,9	1 645,9	30,5	6 620,3
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	484,6	487,8	28,6	1 001,0
Position de réserve au FMI	57,4	43,2	2,0	102,6
Autres avoirs de réserve	4 401,8	1 114,9	0,0	5 516,7
Stocks de passifs financiers (B)	36 830,5	4 141,1	45,0	41 016,6
Investissements directs	9 796,8	1 892,8	0,0	11 689,6
Investissements de portefeuille	8 106,7	1 027,2	0,0	9 133,9
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	18 927,0	1 221,1	45,0	20 193,1
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 250,3	-419,1	0,0	831,2
Prêts	13 602,9	1 710,0	22,2	15 335,1
Régime d'assurance, de pension et de garantie	4,8	1,6	0,0	6,4
Crédits commerciaux	2 450,6	19,0	0,9	2 470,5
Autres comptes à payer/à recevoir	871,2	-90,4	0,0	780,8
Droits de tirage spéciaux	747,1	0,0	21,9	769,0
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-25 205,8	-2 255,6	-9,7	-27 471,2

Source : BCEAO

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Avoirs	5 009,0	6 207,3	5 450,1	4 943,9	6 620,3
- Position de réserve	-9,6	125,0	46,2	57,4	102,6
- DTS détenus	898,8	1 329,2	739,5	484,6	1 001,0
- Autres créances	4 119,8	4 753,1	4 662,2	4 394,9	5 512,8
Engagements	2 619,9	3 263,1	3 146,5	3 302,0	3 869,3
- Engagements extérieurs à court terme	1 401,6	1 364,3	1 272,0	1 638,3	2 252,7
dont crédits FMI	1 401,6	1 364,3	1 272,0	1 638,3	2 252,7
- Autres engagements	1 218,3	1 898,8	1 874,5	1 663,8	1 616,6
Avoirs extérieurs nets	2 389,1	2 944,2	2 303,6	1 641,9	2 751,0

Source : BCEAO

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Avoirs	1 613,0	2 249,2	2 758,8	2 625,5	2 927,6
- Banques	1 613,0	2 249,2	2 758,8	2 625,5	2 927,6
Engagements	862,3	987,1	1 176,3	1 633,0	1 270,4
- Banques	862,3	987,1	1 176,3	1 633,0	1 270,4
Position monétaire extérieure	750,7	1 262,1	1 582,4	992,4	1 657,1

Source : BCEAO

Annexe 2.3 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	355,6	511,5	320,3	-590,0	664,7
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	284,5	555,1	-640,6	-661,7	1 109,1
Solde monétaire	640,1	1 066,6	-320,3	-1 251,7	1 773,8
Réévaluation	33,1	-29,0	-15,4	-59,8	-13,7
Solde global de la balance des paiements	607,0	1 095,6	-304,9	-1 191,9	1 787,5

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2020	2021	2022	2023	2024
Produits primaires	4 792,5	5 598,8	5 999,2	5 999,2	7 591,0
part dans les exportations douanières (en %)	67,1	67,0	60,2	60,2	61,5
Agriculture, Elevage, Pêche	40,6	42,1	52,0	52,0	48,5
part dans les exportations douanières (en %)	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4
part dans les produits primaires (en %)	0,8	0,8	0,9	0,9	0,6
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 558,7	4 209,2	4 131,8	4 131,8	4 819,2
part dans les exportations douanières (en %)	49,8	50,4	41,4	41,4	39,0
part dans les produits primaires (en %)	74,3	75,2	68,9	68,9	63,5
Produits miniers	1 193,2	1 347,5	1 815,3	1 815,3	2 723,3
part dans les exportations douanières (en %)	16,7	16,1	18,2	18,2	22,1
part dans les produits primaires (en %)	24,9	24,1	30,3	30,3	35,9
Produits transformés	2 348,1	2 752,9	3 974,5	3 974,5	4 758,6
part dans les exportations douanières (en %)	32,9	33,0	39,8	39,8	38,5
Produits de la première transformation	1 367,2	1 563,7	1 885,1	1 885,1	2 704,2
part dans les exportations douanières (en %)	19,1	18,7	18,9	18,9	21,9
part dans les produits transformés (en %)	58,2	56,8	47,4	47,4	56,8
Conserves et Préparations Alimentaires	166,5	157,5	239,2	239,2	180,0
part dans les exportations douanières (en %)	2,3	1,9	2,4	2,4	1,5
part dans les produits transformés (en %)	7,1	5,7	6,0	6,0	3,8
Produits manufacturés	814,4	1 031,7	1 850,2	1 850,2	1 874,5
part dans les exportations douanières (en %)	11,4	12,4	18,6	18,6	15,2
part dans les produits transformés (en %)	34,7	37,5	46,6	46,6	39,4
Total exportations commerce général Douanes	7 140,7	8 351,7	9 973,6	9 973,6	12 349,6

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	1 251,1	1 696,2	1 932,4	1 932,4	1 999,1
part dans les importations (en %)	20,7	22,2	18,0	18,0	19,1
Poissons	359,4	440,1	503,6	503,6	540,8
part dans les importations (en %)	6,0	5,8	4,7	4,7	5,2
<i>part dans les produits alimentaires (%)</i>	28,7	25,9%	26,1	26,1	27,1
Riz semi-blanchi	316,3	405,1	504,1	504,1	608,9
part dans les importations (%)	5,2	5,3	4,7	4,7	5,8
<i>part dans les produits alimentaires (%)</i>	25,3	23,9	26,1	26,1	30,5
Blé tendre	115,5	138,2	209,4	209,4	134,9
part dans les importations (%)	1,9	1,8	2,0	2,0	1,3
<i>part dans les produits alimentaires (%)</i>	9,2	8,1	10,8	10,8	6,7
Autres biens de consommation	1 413,6	1 854,0	2 083,0	2 083,0	2 076,3
part dans les importations (%)	23,4	24,3	19,4	19,4	19,9
Produits pharmaceutiques	228,0	273,3	303,3	303,3	318,4
part dans les importations (%)	3,8	3,6	2,8	2,8	3,0
<i>part dans les autres biens de consommation (%)</i>	16,1	14,7	14,6	14,6	15,3
Plastiques	295,4	366,2	484,4	484,4	395,5
part dans les importations (%)	4,9	4,8	4,5	4,5	3,8
<i>part dans les autres biens de consommation (%)</i>	20,9	19,7	23,3	23,3	19,0
Produits énergétiques	1 184,8	1 335,5	3 020,2	3 020,2	2 827,6
part dans les importations (%)	19,6	17,5	28,2	28,2	27,1
Pétrole brut	825,7	766,8	1 500,5	1 500,5	1 471,8
part dans les importations (%)	13,7	10,1	14,0	14,0	14,1
<i>part dans les produits énergétiques (%)</i>	69,7	57,4	49,7	49,7	52,1
Produits pétroliers	359,1	568,6	1 519,7	1 519,7	1 355,8
part dans les importations (%)	5,9	7,5	14,2	14,2	13,0
<i>part dans les produits énergétiques (%)</i>	30,3	42,6	50,3	50,3	47,9
Biens intermédiaires	1 075,0	1 436,4	1 865,4	1 865,	1 684,1
part dans les importations (%)	17,8	18,8	17,4	17,4	16,1
Produits chimiques	133,5	145,2	243,6	243,6	199,7
part dans les importations (%)	2,2	1,9	2,3	2,3	1,9
<i>part dans les biens intermédiaires (%)</i>	12,4	10,1	13,1	13,1	11,9
Fer, fonte et acier	316,5	445,3	630,0	630,0	518,2
part dans les importations (%)	5,2	5,8	5,9	5,9	5,0
<i>part dans les biens intermédiaires (%)</i>	29,4	31,0	33,8	33,8	30,8
Biens d'équipement	1 115,8	1 405,6	1 814,8	1 814,8	1 860,8
part dans les importations (%)	18,5	18,4	16,9	16,9	17,8
Machines mécaniques	511,7	637,4	833,5	833,5	887,5
part dans les importations (%)	8,5	8,4	7,8	7,8	8,5
<i>part dans les biens d'équipement (%)</i>	45,9	45,3	45,9	45,9	47,7
Matériel de transport routier	241,0	386,5	442,6	442,6	410,1
part dans les importations (%)	4,0	5,1	4,1	4,1	3,9
<i>part dans les biens d'équipement (%)</i>	21,6	27,5	24,4	24,4	22,0
Total importations CAF, commerce général douanes	6 040,3	7 628,0	10 715,8	10 715,7	10 447,8

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	172,5	207,0	220,3	196,3	234,8
dont fret	60,9	64,7	68,9	48,6	61,2
Voyage	95,6	140,7	209,0	243,5	286,6
Autres services	153,1	157,1	140,2	164,5	237,2
Total services nets	421,2	504,7	569,5	604,2	758,6

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services de 2020 à 2024

(en milliards de FCFA)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	-984,3	-1 309,4	-1 662,6	-1 590,0	-1 633,3
dont fret	-916,7	-1 216,2	-1 557,3	-1 429,9	-1 469,0
Voyage	-121,4	-146,9	-212,3	-245,5	-270,3
Autres services	-702,9	-719,6	-1 072,5	-1 771,1	-2 187,5
Total services importés	-1 808,7	-2 175,9	-2 947,4	-3 606,6	-4 091,1

Source : BCEAO

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits de 2020 à 2024

(valeur en milliards de FCFA, quantité en tonnes, sauf indications contraires)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	4 792,5	8 405 486,4	5 598,8	8 539 980,7	5 999,2	8 852 134,2	6 163,3	9 374 259,9	7 591,0	8 955 653,0
Agriculture, Elevage, Pêche	40,6	246 929,5	42,1	219 339,4	52,0	265 704,8	53,7	305 094,1	48,5	266 565,0
Riz	8,1	30 010,3	7,8	27 635,0	10,0	31 333,5	6,2	21 245,7	2,7	9 229,0
Légumes et tubercules alimentaires	2,1	41 780,6	2,6	47 510,7	5,2	49 422,1	6,1	60 382,5	5,7	64 914,0
Pêche	6,4	8 527,5	2,8	3 672,6	2,3	2 292,1	6,0	14 432,0	3,5	10 732,0
Crustacés, mollusques	1,0	956,7	1,2	896,0	1,1	1 034,9	1,0	695,5	0,7	517,0
Manques fraîches	12,5	35 123,5	16,8	47 320,5	18,7	54 933,2	17,0	49 411,6	22,3	64 107,0
Papayes fraîches	0,0	658,5	0,0	656,2	0,0	358,0	0,0	205,2	0,0	108,0
Autres fruits et produits de l'élevage	10,4	129 872,4	11,0	91 648,4	14,7	126 331,0	17,4	158 721,6	13,7	116 958,0
<i>Dont Elevage et chasse</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>0,0</i>	<i>2,6</i>	<i>0,0</i>	<i>7,5</i>	<i>0,0</i>	<i>23,0</i>
Céréales	3,5	77 809,6	2,0	31 825,7	5,4	72 263,6	6,5	103 243,1	4,7	59 761,0
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 558,7	4 236 742,1	4 209,2	4 689 127,9	4 131,8	4 512 792,8	4 193,1	4 890 687,6	4 819,2	4 323 710,0
Hors cacao	1 473,2	2 750 691,0	1 829,6	3 079 443,9	2 137,0	3 039 429,9	2 174,3	3 551 381,0	2 398,2	3 263 915,0
Café vert	51,7	66 290,1	20,4	26 342,6	59,2	54 528,1	37,6	34 105,5	85,5	61 422,0
Cacao fèves	2 085,5	1 486 051,1	2 379,5	1 609 684,0	1 994,9	1 473 362,9	2 018,7	1 339 306,5	2 421,0	1 059 795,0
Noix de cajou	487,7	691 289,2	520,4	849 892,0	507,8	778 677,7	628,4	973 828,6	479,0	732 196,0
Ananas frais	6,1	26 062,5	8,5	30 916,6	8,9	32 271,3	6,3	23 051,4	4,6	16 859,0
Banane	92,3	457 378,6	111,2	482 870,2	106,5	439 382,6	123,1	454 615,8	106,5	425 077,0
Cola	1,4	23 120,5	1,6	26 538,8	1,8	29 233,6	1,5	22 997,9	2,1	32 627,0
Coton en masse	164,9	187 124,1	235,9	257 696,5	232,9	220 129,6	123,2	92 472,1	166,5	147 363,0
Graines d'oléagineux	2,2	1 984,8	2,1	4 494,7	2,8	7 763,4	2,4	8 744,9	2,4	8 025,0
Graines de coton	14,7	163 679,8	14,5	127 595,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	598,0	1 098 477,9	853,6	1 219 210,4	1 159,9	1 432 195,3	1 196,5	1 872 364,6	1 484,2	1 744 237,0
Bois en grumes	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabac	46,9	5 655,6	50,3	6 247,8	49,2	5 468,5	40,0	4 220,0	42,6	4 360,0
Coco	0,9	4 506,7	1,0	4 058,7	0,9	5 166,1	0,9	7 062,5	1,4	8 936,0
Autres	6,5	25 121,3	10,0	43 577,9	7,1	34 613,4	14,5	57 917,7	23,5	82 813,0
Produits miniers	1 193,2	3 921 814,8	1 347,5	3 631 513,5	1 815,3	4 073 636,7	1 916,5	4 178 478,2	2 723,3	5 068 518,0
Pétrole brut	256,4	1 446 485,0	316,4	1 178 770,5	517,0	1 224 999,5	392,5	1 115 941,2	729,2	2 098 546,0
Or	842,2	38,7	949,7	43,8	1 190,8	47,6	1 427,2	50,3	1 905,9	57,0
Autres perles, pierres précieuses	94,5	2 475 291,1	81,0	2 452 699,2	107,0	2 848 589,5	96,6	3 062 480,0	88,2	2 969 870,0
Diamant	0,1	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0	0,2	1,7	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	45,0
PRODUITS TRANSFORMES	2 348,1	3 563 680,4	2 752,9	3 879 250,5	3 974,5	4 214 903,0	4 039,2	4 708 175,8	4 758,6	5 147 588,2
Produits de la première transformation	1 367,2	1 145 134,6	1 563,7	1 298 549,3	1 885,1	1 485 808,8	2 045,5	1 365 868,2	2 704,2	1 414 095,0
Cacao transformé	886,0	487 024,8	934,6	507 014,9	1 092,3	582 902,9	1 353,5	648 208,0	1 933,9	613 264,0
Café transformé	38,7	6 350,7	44,4	7 209,0	49,1	7 433,2	43,7	6 487,0	48,8	6 542,0
Poisson fumé	0,0	70,9	0,1	75,4	0,1	74,3	0,0	75,1	0,1	88,0
Huile de palme	122,9	227 733,5	195,9	307 619,0	314,9	448 568,6	180,2	277 719,4	188,6	307 221,0
Huile de coco	6,6	12 538,7	3,6	4 920,3	2,9	4 022,3	2,9	3 343,5	2,9	3 011,0
Amande de cajou	36,9	13 513,3	76,4	28 262,6	106,4	35 267,7	127,8	47 449,7	208,1	72 034,0
Bois transformé	60,2	210 825,3	97,5	240 666,6	81,4	199 615,2	63,4	169 925,2	68,9	186 474,0
Métaux communs	7,8	7 871,4	4,4	16 695,0	5,3	25 875,2	5,8	25 763,3	7,1	22 241,0
Ouvrages en métaux	4,2	957,7	3,1	924,3	2,5	947,3	3,6	833,8	1,8	555,0
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	22,2	26 833,5	14,9	26 659,1	14,7	18 854,6	29,3	27 956,9	28,0	38 235,0
Produits chimiques	34,7	35 007,0	28,2	33 143,3	30,4	32 107,3	40,4	30 601,3	39,1	40 099,0
Huiles essentielles et extraits végétaux	147,0	116 390,6	160,4	125 341,4	184,8	130 004,4	194,8	127 444,3	176,9	124 317,0
Perles, pierres gemmes	0,0	17,1	0,3	18,4	0,1	135,9	0,2	60,7	0,1	14,0
Conserves et Préparation Alimentaires	166,5	234 772,2	157,5	198 642,4	239,2	222 853,3	177,9	222 333,3	180,0	227 125,0
Conserves de thon	59,8	21 151,8	42,5	16 312,6	69,6	23 205,7	57,0	20 160,8	42,1	12 634,0
Lait et produits de la laiterie	3,1	3 043,1	3,5	2 350,6	4,6	2 948,3	5,4	2 570,0	5,4	4 123,0
Sucre	0,3	239,6	0,1	131,7	0,3	199,0	0,1	88,0	0,3	249,0
Sucreries	2,7	1 341,9	3,6	1 657,6	4,7	2 516,3	5,7	3 400,9	5,6	2 635,0
Jus d'ananas	0,5	1 172,6	1,3	1 477,6	1,4	1 585,0	1,2	1 577,4	0,8	1 097,0
Huile de palme	5,3	12 435,8	16,0	22 303,1	21,6	23 213,9	11,1	20 184,9	19,0	31 382,0
Préparations alimentaires diverses	34,8	33 915,2	36,3	31 437,0	82,8	36 795,6	40,5	32 968,6	53,8	44 064,0
Produits de la minoterie	15,7	89 638,8	5,5	50 844,5	6,1	72 503,7	5,5	80 658,3	3,8	61 354,0
Préparation à base de céréales	27,6	71 788,1	27,7	72 079,1	27,8	59 826,7	33,3	60 664,3	31,9	69 524,0
Autres conserves et préparations	16,7	45,2	20,9	48,6	20,4	59,1	18,2	60,3	17,3	63,0
<i>Dont Conserves d'ananas</i>	<i>1,3</i>	<i>2 014,2</i>	<i>1,3</i>	<i>2 222,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1 570,3</i>	<i>1,7</i>	<i>2 019,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1 085,0</i>
Boisson	8,4	7 262,8	11,7	12 987,4	5,6	6 820,4	5,9	7 412,9	4,7	7 656,0
Viandes et abats	0,2	73,4	0,1	299,2	0,2	58,8	0,1	67,4	0,2	93,0
Produits manufacturés	814,4	2 183 773,6	1 031,7	2 382 058,8	1 850,2	2 506 240,9	1 815,9	3 119 974,3	1 874,5	3 506 368,2
Electricité (t/mwh)	77,5	0,0	83,3	0,0	55,5	0,0	104,3	0,0	51,0	670,2
Produits pétroliers	415,2	1 627 943,2	575,0	1 675 713,7	1 323,0	1 879 349,9	1 191,6	2 329 078,7	1 301,4	2 560 020,0
Savon	57,8	142 371,3	67,3	156 761,8	74,5	150 341,6	77,3	150 583,7	76,8	160 542,0
Ciment	7,8	132 420,4	13,1	252 290,4	6,4	110 220,2	14,7	224 649,1	19,6	318 760,0
Tissus en coton	13,0	1 270,4	14,9	1 453,6	13,1	1 307,1	11,5	1 207,0	11,3	1 262,0
Textiles et chaussures	47,7	57 195,0	53,4	62 154,5	89,9	67 244,2	72,4	64 627,4	53,5	51 249,0
Plastiques	73,6	77 597,7	82,2	77 971,3	104,0	77 453,4	104,6	85 358,6	123,6	106 067,0

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
Engrais	15,2	77 601,4	21,3	87 272,1	42,6	137 286,4	48,2	183 196,6	37,9	213 637,0
Papiers, cartons et produits de l'édition	34,4	45 058,3	40,0	45 810,0	48,2	50 253,9	42,9	33 335,7	38,9	29 144,0
Céramiques, verre et perles	0,3	2 530,4	1,0	9 465,6	2,4	21 771,0	3,4	31 714,8	3,4	42 479,0
Matériels pour voies ferrées	0,5	373,0	0,3	208,2	0,7	587,3	4,7	1 068,0	3,2	1 355,0
Véhicules automobiles	5,2	1 780,6	6,1	2 374,5	6,5	1 278,3	7,5	1 749,5	9,3	2 976,0
Appareils mécaniques et électriques	30,5	17 272,3	27,6	9 843,1	22,5	8 428,1	70,8	12 555,3	91,3	17 642,0
Appareils de navigation maritime et aérien	0,3	19,2	4,4	51,8	0,5	47,4	0,4	67,3	0,4	54,0
Appareils de précision et d'optique	4,0	124,0	5,9	460,4	7,2	322,9	8,1	353,8	2,3	76,0
Divers	31,6	216,5	35,9	227,9	53,3	349,3	53,6	428,6	50,8	435,0
<i>Dont Armes et munitions</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	7 140,7	11 969 166,8	8 351,7	12 419 231,2	9 973,6	13 067 037,2	10 202,6	14 082 435,7	12 349,6	14 103 241,2
Hors cacao	5 055,2	10 483 115,6	5 972,2	10 809 547,3	7 978,8	11 593 674,3	8 183,8	12 743 129,1	12 243,1	13 678 164,2
Hors café/cacao	5 003,4	10 416 825,5	5 951,7	10 783 204,7	7 919,5	11 539 146,2	8 146,2	12 709 023,7	12 238,5	13 661 305,2
Hors produits traditionnels	4 838,6	10 229 701,5	5 715,8	10 525 506,4	7 686,7	11 319 016,4	8 023,0	12 616 551,6	10 730,8	11 834 255,2
Hors produits pétroliers	6 725,4	10 341 223,6	7 776,6	10 743 517,5	8 650,7	11 187 687,3	9 011,0	11 753 356,9	12 298,6	14 102 571,0
Hors pétrole et produits pétroliers	6 469,0	8 894 738,6	7 460,2	9 564 747,1	8 133,6	9 962 687,8	8 618,4	10 637 415,7	12 210,4	11 132 701,0
Hors pétrole et café/cacao	4 747,0	8 970 340,5	5 635,3	9 604 434,2	7 402,5	10 314 146,7	7 753,7	11 593 082,4	12 150,3	10 691 435,2
Hors produits pétroliers et café/cacao	4 588,2	8 788 882,3	5 376,7	9 107 491,0	6 596,6	9 659 796,2	6 954,6	10 379 944,9	12 187,5	13 660 635,0
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	4 331,8	7 342 397,3	5 060,3	7 928 720,5	6 079,5	8 434 796,7	6 562,1	9 264 003,7	12 099,3	10 690 765,0

Sources : Données DGD, Calculs BCEAO

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits de 2020 à 2024

(valeur en milliards de FCFA, quantité en tonnes, sauf indications contraires)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2 020		2021		2022		2023		2024	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	2 664,7	5 015 292,4	4 019,2	5 015 018,7	4 015,4	7 399 716,9	3 906,5	6 078 176,9	4 075,4	6 954 529,1
PRODUITS ALIMENTAIRES	1 251,1	3 767 560,9	1 696,2	3 670 053,6	1 596,6	4 455 788,5	1 840,2	4 296 961,8	1 999,1	4 804 137,4
Produits laitiers	56,9	23 977,5	74,4	28 508,3	87,7	37 795,5	80,3	35 411,6	78,1	33 595,9
Fruits et légumes frais	49,8	320 760,1	57,2	365 254,6	64,6	451 463,2	65,7	451 707,4	69,4	528 637,8
Dont Noix de cola	0,0	39,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Viandes et abats comestibles	60,9	120 284,5	75,7	145 254,5	87,4	168 002,1	98,9	189 538,7	99,8	194 118,1
Viande, poissons en conserves	4,0	3 713,2	5,8	2 921,7	6,1	5 845,5	6,8	5 664,4	5,6	3 934,5
Poissons	359,4	575 189,6	440,1	613 924,2	503,6	683 684,7	542,6	756 376,2	540,8	751 150,7
Riz semi-blanchi	316,3	1 338 979,1	405,1	1 110 407,2	504,1	1 441 030,7	437,3	1 306 037,5	608,9	1 614 069,2
Blé tendre	115,5	650 738,4	138,2	681 815,0	209,4	694 176,4	162,1	705 694,5	134,9	723 282,5
Autres céréales	4,4	36 909,1	22,4	34 829,5	17,5	144 654,2	6,3	27 852,0	22,9	111 684,3
Farine	34,6	113 286,5	47,7	120 857,0	51,2	153 481,7	51,6	109 785,3	47,3	119 317,4
Graisses et huiles végétales ou animales	30,5	82 194,2	37,2	52 649,3	75,3	43 137,2	31,9	35 993,5	22,0	26 201,1
Sucre	17,9	58 378,0	30,7	59 157,7	51,1	93 764,9	54,2	123 625,3	63,9	159 168,9
Préparations alimentaires diverses	29,1	24 616,4	43,5	24 606,8	42,4	40 124,8	44,7	28 818,5	43,3	28 548,3
Boissons	63,4	111 805,7	83,4	124 409,0	95,9	197 072,8	104,7	242 528,2	93,4	217 638,3
Autres produits alimentaires	108,3	306 728,6	135,2	305 458,9	136,1	301 554,6	153,0	277 928,6	168,7	292 790,6
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	1 413,6	1 247 731,4	1 854,0	1 344 965,1	2 083,0	1 499 707,4	2 066,3	1 781 215,1	2 076,3	2 150 391,7
Vêtements	18,3	11 106,3	21,0	8 866,4	24,3	11 757,5	25,8	15 567,6	23,3	16 304,5
Produits pharmaceutiques	228,0	16 060,7	273,3	17 274,4	303,3	16 956,4	290,1	20 054,3	318,4	23 836,1
Tabac	72,3	13 145,3	99,6	7 682,6	106,5	12 662,0	68,1	9 405,1	89,3	11 651,9
Librairie	18,5	5 040,3	21,2	4 941,1	26,1	6 239,8	28,3	6 712,1	27,5	10 021,4
Plastiques	295,4	367 728,2	366,2	420 395,6	484,4	406 157,4	426,3	509 448,8	395,5	519 588,7
Caoutchouc	58,7	52 652,3	64,7	56 494,8	81,5	58 632,9	83,2	51 403,1	85,6	51 432,4
Automobiles	144,2	24 039,6	246,3	26 824,1	245,6	45 705,4	260,5	43 475,6	261,6	42 411,3
Appareil électroménagers	151,0	53 988,2	164,2	61 572,8	186,7	74 704,6	185,6	90 274,3	169,0	83 994,9
Produits divers des industries chimiques	154,5	90 055,5	191,7	105 997,5	199,0	110 173,5	233,9	122 639,5	211,9	130 511,1
Minerais, scories et cendres	5,0	265 036,6	6,6	260 844,4	11,1	233 949,7	9,0	340 031,4	13,3	609 762,1
Autres biens de consommation	267,7	348 878,4	399,3	374 071,4	414,5	522 768,2	455,5	572 203,2	480,9	650 877,3
PRODUITS ENERGETIQUES	1 184,8	4 022 998,2	1 335,5	4 710 087,2	3 020,2	4 074 869,2	2 918,5	6 396 143,1	2 827,6	6 524 461,9
Pétrole brut	825,7	2 824 196,6	766,8	3 470 953,8	1 500,5	2 630 648,2	1 749,8	4 117 246,9	1 471,8	3 710 333,5
Produits pétroliers	359,1	1 198 801,6	568,6	1 239 133,3	1 519,7	1 444 221,0	1 168,7	2 278 896,2	1 355,8	2 814 128,5
BIENS INTERMEDIAIRES	1 075,0	5 867 340,9	1 436,4	6 772 524,5	1 865,4	8 430 483,1	1 835,5	8 015 048,5	1 684,1	7 731 851,1
Produits chimiques	133,5	257 346,3	145,2	264 780,3	243,6	277 709,5	213,6	338 698,2	199,7	374 439,7
Coton	16,9	6 940,7	21,2	5 398,2	23,9	6 232,4	21,1	4 981,7	19,1	4 939,3
Autres fibres textiles	48,6	46 022,2	65,7	48 919,2	67,4	59 429,7	73,1	52 872,0	60,5	50 693,0
Fer, fonte et acier	316,5	508 854,4	445,3	590 469,4	630,0	704 521,4	577,9	653 364,0	518,2	641 405,7
Produits métalliques	89,3	46 501,9	111,5	50 852,0	134,3	59 708,4	157,2	56 016,6	210,5	59 875,9
Céramique, verre, pierre	78,1	415 043,7	96,1	458 066,3	126,4	522 269,8	131,9	554 435,6	113,9	444 533,9
Engrais	70,8	438 862,9	133,0	399 197,5	158,5	551 691,3	219,0	624 447,8	147,2	551 852,4
Clinker	100,8	3 071 359,3	154,3	3 671 794,6	175,4	4 786 266,8	165,3	4 577 352,1	144,8	4 645 163,9
Autres matériaux de construction	33,7	881 455,6	37,1	1 069 198,1	33,2	1 220 327,9	35,0	913 159,2	32,4	703 318,6
Papiers et cartons	91,7	161 260,3	117,1	178 352,6	170,6	199 511,4	142,3	203 872,2	130,7	214 916,5
Huiles essentielles et extraits végétaux	95,0	33 693,7	109,8	35 496,3	102,0	42 814,7	99,1	35 849,2	107,1	40 712,3
BIENS D'EQUIPEMENT	1 115,8	273 900,1	1 405,6	339 304,2	1 814,8	457 468,0	1 798,2	471 269,4	1 860,8	490 291,0
Hors autre Matériel de transport	837,1	173 600,0	998,1	204 986,7	1 356,9	263 691,4	1 356,5	285 266,5	1 364,8	303 055,4
Dont Machines mécaniques	511,7	124 547,8	637,4	143 118,6	833,5	189 874,0	804,4	204 437,3	887,5	222 522,7
Machines automatiques	29,1	1 123,4	24,9	1 812,9	32,7	4 618,8	36,9	4 418,2	26,4	3 095,0
Machines électriques	262,1	42 690,3	261,4	55 937,9	373,3	62 119,6	390,7	65 836,1	324,0	67 933,0
Instruments de précision	63,3	5 238,5	74,3	5 930,3	117,3	7 079,1	124,5	10 572,3	126,7	9 490,6
Matériel de transport routier	241,0	97 292,7	386,5	126 558,4	442,6	187 934,3	413,1	179 065,9	410,1	182 785,9
dont autres véhicules marchands	0,0	0,0	0,0	8,0	0,1	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0
Mat. de transport navigation aérien	2,9	18,9	7,0	29,6	3,3	43,8	12,1	52,9	6,2	20,6
Mat. de transport navigation maritime	2,0	596,0	10,9	3 259,0	6,5	3 885,6	8,6	3 513,6	66,4	8,5
Matériels pour voies ferrées	3,7	2 392,5	3,1	2 657,6	5,5	1 913,0	7,9	3 370,5	13,3	4 420,7
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	6 040,3	15 179 530,6	7 628,0	16 834 277,1	10 715,7	18 918 316,2	10 458,7	20 960 635,4	10 447,8	21 701 133,1
Total hors pétrole brut	5 214,6	12 355 334,0	6 861,2	13 363 315,3	9 215,1	16 287 668,0	8 708,8	16 843 386,0	8 952,5	17 999 241,8
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	4 855,5	11 156 532,4	6 292,5	12 124 181,9	7 695,4	14 843 447,0	7 540,2	14 564 489,8	7 620,1	15 185 113,4
Total hors viande et tabac(2)	5 964,0	15 162 672,1	7 522,6	16 823 664,8	10 603,0	18 899 808,7	10 383,8	20 945 563,4	10 329,3	21 693 988,9
Total hors (1)+(2)	4 779,2	11 139 673,9	6 187,1	12 113 577,7	7 582,8	14 824 939,5	7 465,3	14 549 420,3	7 525,1	15 169 527,0
Total hors biens d'équipement	4 924,5	14 905 631,5	6 222,4	16 497 622,5	8 900,8	18 460 848,2	8 660,5	20 489 363,5	8 563,4	21 219 284,4
Total hors pétrole et biens d'équipement.	4 098,8	12 081 434,9	5 455,6	13 026 668,7	7 400,3	15 830 200,0	6 910,6	16 372 116,6	7 091,7	17 508 950,9

Source : Données DGD, Calculs BCEAO

Annexe 2.10 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2024

(en milliards de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée - Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		12,0	11,2	0,1	10,6	20,1	2,5	30,3	86,8
	Burkina	8,0		42,7	0,0	100,2	14,0	12,9	48,8	226,6
	Côte d'Ivoire	81,2	476,6		2,9	972,0	21,4	108,6	57,2	1 719,9
	Guinée - Bissau	0,0	0,1	0,0		0,3	0,0	4,0	0,4	4,7
	Mali	12,0	45,2	59,8	0,1		8,7	126,3	16,6	268,7
	Niger	15,7	22,0	3,0	0,0	27,2		1,3	22,8	92,1
	Sénégal	19,0	96,8	108,5	71,6	842,6	7,5		20,9	1 166,9
	Togo	130,9	106,0	111,3	1,0	74,2	43,0	25,6		491,9
	UEMOA	266,9	758,5	336,5	75,7	2027,2	114,7	281,2	196,9	4 057,6

Sources : BCEAO, Cellule de réconciliation des échanges intra-communautaires

Annexe 2.11 : Tableau détaillé de la Balance de paiements 2024 de la Côte d'Ivoire (présentation standard)

(en milliards de FCFA)

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	. Compte des transactions courantes	15 294,8	17 654,9	-2 360,1
1.A	. -- Biens et services	13 367,7	13 392,5	-24,8
1.A.a	. ---- Biens	12 609,1	9 301,3	3 307,8
1.A.a.1	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	10 699,6	9 301,3	1 398,3
1.A.a.1.1	. ----- Dont : Réexportations	0,1	0,0	0,1
1.A.a.2	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3,6	0,0	3,6
1.A.a.2.1	. ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-4,0	0,0	-4,0
1.A.a.2.2	. ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	7,6	0,0	7,6
1.A.a.3	. ----- Or non monétaire	1 905,9	0,0	1 905,9
1.A.b	. ---- Services	758,6	4 091,1	-3 332,5
1.A.b.1	. ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	3,6	-3,6
1.A.b.1.1	. ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante biens expédiés après transformation (CR.), biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	. ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0,0	3,6	-3,6
1.A.b.2	. ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	12,9	24,6	-11,6
1.A.b.3	. ----- Transport	234,8	1 633,3	-1 398,5
1.A.b.3.0	. ----- Pour tous les modes de transports	42,7	1 331,0	-1 288,4
1.A.b.3.0.1	. ----- Voyageurs	19,0	64,8	-45,8
1.A.b.3.0.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,2	0,0	0,2
1.A.b.3.0.2	. ----- Fret	60,9	916,7	-855,8
1.A.b.3.0.3	. ----- Autres	92,5	2,6	89,9
1.A.b.3.1	. ----- Transports maritimes	42,7	1 331,0	-1 288,4
1.A.b.3.1.1	. ----- Voyageurs	0,0	0,1	-0,1
1.A.b.3.1.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1,0	0,0	1,0
1.A.b.3.1.2	. ----- Fret	0,0	1 330,9	-1 330,9
1.A.b.3.1.3	. ----- Autres	42,7	0,0	42,7
1.A.b.3.2	. ----- Transports aériens	61,7	256,0	-194,3
1.A.b.3.2.1	. ----- Voyageurs	50,4	156,0	-105,6
1.A.b.3.2.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	. ----- Fret	0,6	94,0	-93,4
1.A.b.3.2.3	. ----- Autres	10,7	6,0	4,7
1.A.b.3.3	. ----- Autres modes de transport	130,5	44,9	85,6
1.A.b.3.3.1	. ----- Voyageurs	1,3	0,8	0,4
1.A.b.3.3.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.2	. ----- Fret	60,6	44,1	16,6
1.A.b.3.3.3	. ----- Autres	68,6	0,0	68,6
1.A.b.3.4	. ----- Services postaux et services de messagerie	0,0	1,4	-1,4
1.A.b.4	. ----- Voyages	286,6	270,3	16,3
1.A.b.4.1	. ----- À titre professionnel	163,4	103,6	59,9
1.A.b.4.1.1	. ----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	. ----- Autres	163,4	103,6	59,9
1.A.b.4.2	. ----- À titre personnel	123,2	166,7	-43,6
1.A.b.4.2.1	. ----- Santé	0,4	1,7	-1,3
1.A.b.4.2.2	. ----- Éducation	2,4	2,4	0,1
1.A.b.4.2.3	. ----- Autres	120,3	162,7	-42,4
1.A.b.4.0	. ----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	31,6	0,0	31,6
1.A.b.4.0.1	. ----- Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	. ----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	. ----- Services d'hébergement	31,6	0,0	31,6
1.A.b.4.0.4	. ----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	. ----- Autres services	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	. ----- Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	. ----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	. ----- Travaux de construction	1,1	1,6	-0,5
1.A.b.5.1	. ----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	1,1	0,0	1,1
1.A.b.5.2	. ----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	1,6	-1,6
1.A.b.6	. ----- Services d'assurance et de retraite	1,5	96,7	-95,2
1.A.b.6.1	. ----- Assurance directe	0,5	83,4	-82,9
1.A.b.6.2	. ----- Réassurance	0,0	0,0	0,0
1.A.b.6.3	. ----- Services auxiliaires d'assurance	0,9	13,0	-12,0
1.A.b.6.4	. ----- Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,3	-0,3
1.A.b.7	. ----- Services financiers	43,3	128,0	-84,7
1.A.b.7.1	. ----- Services financiers explicitement facturés et autres	21,4	59,1	-37,7
1.A.b.7.2	. ----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	21,8	68,8	-47,0
1.A.b.8	. ----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,2	10,8	-10,5
1.A.b.9	. ----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information	72,7	264,7	-191,9
1.A.b.9.1	. ----- Services de télécommunications	57,4	176,6	-119,2
1.A.b.9.2	. ----- Services d'informatique	8,5	54,8	-46,3

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.A.b.9.3	.----- Services d'information	6,8	33,2	-26,4
1.A.b.10	.----- Autres services aux entreprises	56,8	1 570,7	-1 513,9
1.A.b.10.1	.----- Services de recherche-développement	0,6	1,4	-0,7
1.A.b.10.2	.----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	31,1	133,7	-102,6
1.A.b.10.3	.----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	25,1	1 435,6	-1 410,5
1.A.b.11	.----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,0	5,2	-3,3
1.A.b.11.1	.----- Services audiovisuels et connexes	0,8	5,2	-4,4
1.A.b.11.2	.----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,1	0,0	1,1
1.A.b.12	.----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	46,7	81,6	-35,0
1.A.b.0.1	.----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.B	.-- Revenu primaire	510,8	2 780,7	-2 269,9
1.B.1	.---- Rémunération des salariés	83,7	47,0	36,7
1.B.2	.---- Revenus des investissements	409,6	2 733,6	-2 323,9
1.B.2.1	.----- Investissements directs	196,0	1 685,1	-1 489,1
1.B.2.1.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	183,2	1 290,3	-1 107,2
1.B.2.1.1.1	.----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	117,8	864,0	-746,2
1.B.2.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4,2	772,0	-767,8
1.B.2.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	112,2	64,7	47,5
1.B.2.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	1,5	27,4	-25,9
1.B.2.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	65,3	426,3	-361,0
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pensions et de garantie standardisée et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	12,9	394,8	-381,9
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	9,4	283,0	-273,6
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,8	0,0	0,8
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	2,7	111,7	-109,1
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	182,4	469,6	-287,2
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	5,2	5,7	-0,5
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	5,2	5,7	-0,5
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	177,3	463,9	-286,6
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	26,8	160,9	-134,1
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	150,5	303,0	-152,5
1.B.2.3	.----- Autres investissements	31,2	578,8	-547,7
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	30,6	578,8	-547,7
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	30,6	625,8	-595,2
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,5	0,0	0,5
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	17,5	0,1	17,3
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	15,3	0,1	15,2
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	1,7	0,0	1,7
1.B.3.3	.----- Loyers	0,4	0,0	0,4
1.C	.-- Revenu secondaire	1 416,2	1 481,7	-65,4
1.C.1	.---- Administrations publiques	393,3	99,0	294,3
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	193,6	0,0	193,6
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	199,8	99,0	100,7
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 022,9	1 382,6	-359,7
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	990,0	1 194,3	-204,3

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	990,0	1 194,3	-204,3
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	33,0	188,4	-155,4
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,6	27,5	-26,9
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	0,5	24,9	-24,4
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	8,8	0,5	8,4
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	7,4	117,9	-110,5
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	5,0	16,2	-11,1
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	3,1	0,2	2,9
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	7,6	1,4	6,2
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	. Compte de capital	157,0	56,8	100,2
2.1	. -- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,2	2,4	-2,2
2.2	. -- Transferts de capital	157,0	56,8	100,2
2.2.1	. ---- Administration publique	45,8	0,0	45,8
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	45,8	0,0	45,8
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	111,0	54,4	56,6
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	111,0	54,4	56,6
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
4	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	15 417,7	17 677,5	-2 259,9
3	. Compte financier	1 885,4	4 141,1	-2 255,6
5	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 885,4	4 141,1	-2 255,6
3.1	. -- Investissement direct	138,1	1 892,8	-1 754,7
3.1.1	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	92,7	715,9	-623,2
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	27,4	289,6	-262,2
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	19,7	290,4	-270,8
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	6,0	0,8	5,1
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	1,8	-1,7	3,4
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	65,3	426,3	-361,0
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	. ---- Instruments de dette	45,4	1 176,9	-1 131,5
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	21,8	9,4	12,4
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-9,4	-29,6	20,2
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	33,1	1 197,1	-1 164,0
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	6,9	0,0	6,9
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	. -- Investissements de portefeuille	53,7	1 027,2	-973,5
3.2.1	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	-12,5	16,2	-28,7
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	7,4	0,0	7,4
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	-19,8	16,2	-36,1
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	-4,3	0,9	-5,2
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-15,5	15,3	-30,9
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	. ---- Titres de créance	66,2	1 011,0	-944,8
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	74,7	0,0	74,7
3.2.2.2.1	.----- À court terme	74,7	0,0	74,7
3.2.2.2.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0,0	983,3	-983,3
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0,0	-238,7	238,7
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0,0	1 222,0	-1 222,0
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	-8,5	27,7	-36,2

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	-0,2	0,0	-0,2
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	-8,2	27,7	-36,0
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-8,2	27,2	-35,4
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	-8,2	27,2	-35,4
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-0,3	0,5	-0,8
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	-0,3	0,0	-0,3
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0,0	0,5	-0,6
3.3	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,1	0,0	0,1
3.3.1	.---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	.---- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	.---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	.---- Autres secteurs	0,1	0,0	0,1
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0,1	0,0	0,1
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,1	0,0	0,1
3.3.0.1.1	.----- Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	.-- Autres investissements	47,7	1 221,1	-1 173,4
3.4.1	.---- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	193,3	-419,1	612,4
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0,0	-1,8	1,8
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0,0	-1,8	1,8
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	199,0	-442,3	641,3
3.4.2.2.0.1	.----- Dont : positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	199,0	-442,3	641,3
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	-5,7	25,0	-30,7
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	-5,7	0,0	-5,7
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	0,0	25,0	-25,0
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	9,0	0,0	9,0
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	4,3	0,0	4,3
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	4,7	0,0	4,7
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-14,7	25,0	-39,7
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	-10,0	0,0	-10,0
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	-4,7	25,0	-29,7
3.4.3	.---- Prêts	36,4	1 710,0	-1 673,6
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0,0	592,2	-592,2
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	592,2	-592,2
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0,0	-0,1	0,1
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	36,4	85,7	-49,3
3.4.3.2.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2.2	.----- À long terme	36,4	85,7	-49,3
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0,0	812,8	-812,8
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0,0	812,8	-812,8
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	0,0	219,3	-219,3
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	0,0	69,0	-69,0
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0,0	150,3	-150,3
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0,0	-29,0	29,0
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0,0	-25,4	25,4
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0,0	-3,7	3,7
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	248,3	-248,3
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	0,0	94,4	-94,4
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0,0	154,0	-154,0
3.4.4	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	25,4	1,6	23,8
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	25,4	1,6	23,8
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	25,4	1,6	23,8
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	-192,3	19,0	-211,3
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	-192,3	19,0	-211,3
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	-17,3	154,7	-172,1
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	-174,9	-135,7	-39,2
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	3,1	0,8	2,3
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0,3	0,5	-0,2
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	2,8	0,3	2,5
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-195,3	18,2	-213,6
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	-17,6	154,2	-171,8
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	-177,7	-136,0	-41,7
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-15,2	-90,4	75,2
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0,0	-67,3	67,3
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0,0	-67,3	67,3
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la Banque centrale	-15,4	-6,0	-9,4
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-15,4	-6,0	-9,4
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	0,2	-17,1	17,3
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	0,2	-4,2	4,4
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	0,0	-12,8	12,9
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0,2	-14,8	15,0
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0,2	-0,8	1,0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0,0	-14,0	14,0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	-2,3	2,3
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0,0	-3,4	3,4
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	0,0	1,2	-1,2
3.4.7	.---- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
3.5	.-- Avoirs de réserve	1 645,9	0,0	1 645,9
3.5.1	.---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	.----- Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	.---- Droits de tirage spéciaux	487,8	0,0	487,8
3.5.3	.---- Position de réserve au FMI	43,2	0,0	43,2
3.5.4	.---- Autres avoirs de réserve	1 114,9	0,0	1 114,9
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	1 114,9	0,0	1 114,9
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-2,9	0,0	-2,9
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	1 117,9	0,0	1 117,9
3.5.4.2	.----- Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	Erreurs et omissions nettes			4,2

Source : BCEAO

Annexe 2.12 : Tableau détaillé de la position extérieure globale 2024 de la Côte d'Ivoire

(en milliards de FCFA)

Code	Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure global nette	13 545,4	41 016,6	-27 471,2
310000_4_N_AL_AL_E	--- Investissement direct	2 234,2	11 689,6	-9 455,4
311000_4_N_AL_AL_E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	1 317,4	6 572,3	-5 254,8
311100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	915,7	5 111,5	-4 195,8
311110_4_N_AL_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	807,2	5 065,0	-4 257,8
311120_4_N_AL_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	7,7	15,3	-7,6
311130_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	100,8	31,2	69,6
311131_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	---- Instruments de dette	916,8	5 117,3	-4 200,5
312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	286,0	2 335,1	-2 049,1
312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	64,1	25,6	38,5
312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	566,7	2 756,6	-2 189,9
312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	--- Investissements de portefeuille	2 035,0	9 133,9	-7 098,9
321000_4_N_AL_AL_E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	120,6	62,9	57,7
321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	97,7	0,0	97,7
321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	22,9	62,9	-40,0
321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	22,9	43,5	-20,6
321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	19,4	-19,4
321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	---- Titres de créance	1 914,4	9 071,1	-7 156,6
322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	----- à court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	----- à long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	----- à court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	----- à long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	1 887,3	0,0	1 887,3
322000_4_N_DT_ST_E	----- à court terme	1 887,3	0,0	1 887,3
322000_4_N_DT_LT_E	----- à long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	9 027,9	-9 027,9
322000_4_N_GG_ST_E	----- à court terme	0,0	2 621,0	-2 621,0
322000_4_N_GG_LT_E	----- à long terme	0,0	6 406,9	-6 406,9
322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	27,2	43,2	-16,0
322000_4_N_OS_ST_E	----- à court terme	2,1	0,0	2,1
322000_4_N_OS_LT_E	----- à long terme	25,1	43,2	-18,1
322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	26,6	42,6	-16,1
322000_4_N_FC_ST_E	----- à court terme	1,8	0,0	1,8
322000_4_N_FC_LT_E	----- à long terme	24,8	42,6	-17,9
322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,6	0,5	0,1
322000_4_N_NC_ST_E	----- à court terme	0,3	0,0	0,3
322000_4_N_NC_LT_E	----- à long terme	0,3	0,5	-0,2
330000_4_N_AL_AL_E	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,1	0,0	0,1
330000_4_N_CB_AL_E	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	---- Autres secteurs	0,1	0,0	0,1
330000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,1	0,0	0,1
330000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,1	0,0	0,1
331100_4_N_AL_AL_E	----- Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	--- Autres investissements	2 655,8	20 193,1	-17 537,3
341000_4_N_AL_AL_E	----- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	462,0	831,2	-369,1

Code	Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
342000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	101,6	-101,6
342000_4_N_CB_ST_E	.----- à court terme	0,0	101,6	-101,6
342000_4_N_CB_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	.----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	373,2	704,6	-331,4
34200z_4_N_DT_AL_E	.----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	.----- à court terme	373,2	704,6	-331,4
342000_4_N_DT_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	88,9	25,0	63,9
342000_4_N_OS_ST_E	.----- à court terme	31,9	0,0	31,9
342000_4_N_OS_LT_E	.----- à long terme	57,0	25,0	32,0
342000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	42,8	0,0	42,8
342000_4_N_FC_ST_E	.----- à court terme	7,9	0,0	7,9
342000_4_N_FC_LT_E	.----- à long terme	34,9	0,0	34,9
342000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	46,1	25,0	21,1
342000_4_N_NC_ST_E	.----- à court terme	24,0	0,0	24,0
342000_4_N_NC_LT_E	.----- à long terme	22,1	25,0	-2,9
343000_4_N_AL_AL_E	.---- Prêts	579,6	15 335,1	-14 755,5
343000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	2 254,6	-2 254,6
34300z_4_N_CB_AL_E	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	2 252,7	-2 252,7
343000_4_N_CB_ST_E	.----- Autres prêts à court terme	0,0	1,9	-1,9
343000_4_N_CB_LT_E	.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	.----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	.----- Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	557,6	556,7	1,0
343000_4_N_DT_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_LT_E	.----- à long terme	557,6	556,7	1,0
343000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	11 474,6	-11 474,6
34300z_4_N_GG_AL_E	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	.----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	.----- Autres à long terme	0,0	11 474,6	-11 474,6
343000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	22,0	1 049,2	-1 027,2
343000_4_N_OS_ST_E	.----- à court terme	21,5	147,5	-126,0
343000_4_N_OS_LT_E	.----- à long terme	0,5	901,8	-901,3
343000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	14,5	110,8	-96,3
343000_4_N_FC_ST_E	.----- à court terme	14,4	39,8	-25,3
343000_4_N_FC_LT_E	.----- à long terme	0,0	71,0	-71,0
343000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7,5	938,5	-930,9
343000_4_N_NC_ST_E	.----- à court terme	7,1	107,7	-100,6
343000_4_N_NC_LT_E	.----- à long terme	0,5	830,8	-830,3
344000_4_N_AL_AL_E	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	59,2	6,4	52,7
344000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	.----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	59,2	6,4	52,7
344000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	59,2	6,4	52,7
344000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	.----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	.---- Crédits commerciaux et avances	1 519,1	2 470,5	-951,4
345000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	.----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	1 519,1	2 470,5	-951,4
345000_4_N_OS_ST_E	.----- à court terme	656,4	1 041,3	-384,9
345000_4_N_OS_LT_E	.----- à long terme	862,7	1 429,2	-566,5
345000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	8,5	3,7	4,8
345000_4_N_FC_ST_E	.----- à court terme	1,5	1,9	-0,5
345000_4_N_FC_LT_E	.----- à long terme	7,0	1,7	5,3

Code	Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
345000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 510,7	2 466,8	-956,2
345000_4_N_NC_ST_E	.----- à court terme	655,0	1 039,3	-384,4
345000_4_N_NC_LT_E	.----- à long terme	855,7	1 427,5	-571,8
346000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	35,8	780,8	-745,0
346000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	745,9	-745,9
346000_4_N_CB_ST_E	.----- à court terme	0,0	745,9	-745,9
346000_4_N_CB_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	.----- Etablissements de dépôts autres que la Banque centrale	11,8	9,2	2,6
346000_4_N_DT_ST_E	.----- à court terme	11,8	9,2	2,6
346000_4_N_DT_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	24,0	25,7	-1,7
346000_4_N_OS_ST_E	.----- à court terme	6,9	14,3	-7,5
346000_4_N_OS_LT_E	.----- à long terme	17,1	11,3	5,8
346000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	9,4	20,6	-11,2
346000_4_N_FC_ST_E	.----- à court terme	6,4	11,4	-5,0
346000_4_N_FC_LT_E	.----- à long terme	3,0	9,2	-6,2
346000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14,6	5,0	9,6
346000_4_N_NC_ST_E	.----- à court terme	0,5	2,9	-2,5
346000_4_N_NC_LT_E	.----- à long terme	14,1	2,1	12,0
347000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	0,0	769,0	-769,0
350000_4_N_AL_AL_E	.-- Avoirs de réserve	6 620,3	0,0	6 620,3
351000_4_N_AL_AL_E	.---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	.----- Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	.----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	1 001,0	0,0	1 001,0
353000_4_N_AL_AL_E	.---- Position de réserve au FMI	102,6	0,0	102,6
354000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres avoirs de réserve	5 516,7	0,0	5 516,7
354100_4_N_AL_AL_E	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	5 516,7	0,0	5 516,7
354110_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur les autorités monétaires	4,0	0,0	4,0
354120_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur d'autres entités	5 512,8	0,0	5 512,8
354200_4_N_AL_AL_E	.----- Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	.----- à court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	.----- à long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	.----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	.----- Autres créances	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int